

Bhopal : une multinationale ment et triche

P 11

Rouge

La semaine
prochaine :
un numéro
spécial de fin d'année

M 1578 N° 1139 6,50F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale) | 14 au 20 décembre 1984



Les indépendantistes kanaks parlent

Interview exclusive d'Eloi Machoro

Danger fasciste !

Par Christian Picquet

Certains événements ont valeur d'avertissement. Il en va ainsi de ceux de Marseille, le 7 décembre. Ce jour-là, une vingtaine d'organisations de gauche et d'associations démocratiques et antiracistes appelaient à un meeting de soutien au peuple palestinien, en présence d'un représentant de l'OLP. Mais à l'heure de la réunion, les participants découvrirent la salle occupée par quatre-vingt nervis, organisés militairement et se réclamant de l'Union nationale des parachutistes, groupe bien connu pour ses sympathies factieuses. Prétexte officiel : ces individus affirmaient ne pas supporter « la présence des assassins des parachutistes français de Beyrouth ».

Voilà qui doit constituer un signal d'alarme. Désormais, l'extrême droite se croit tout permis. Encouragée par le développement des campagnes racistes, s'appuyant sur les scores électoraux du parti de Le Pen, elle ôte le masque de la respectabilité dont elle prenait, jusqu'à présent, la précaution de s'affubler. Hier, c'est un petit patron raciste qui ouvrait le feu sur ses ouvriers à Epône. Aujourd'hui, c'est un meeting sur la Palestine qu'on empêche par la violence. Et demain ?

Ce sont là les méthodes du fascisme ; ce sont là les méthodes de gens qui n'ont d'autres objectifs que de briser le mouvement ouvrier et d'en finir avec les libertés. Face à cette menace, il n'est d'autres recours que la mobilisation de toutes les forces ouvrières et démocratiques et l'autodéfense unitaire, massive de leurs activités.

Le développement d'un tel climat, l'arrogance croissante des racistes et des fascistes est suffisamment alarmante pour qu'aucune organisation, aucun militant ne manque à l'appel. Il faut, à cet égard, s'interroger sur l'attitude du gouvernement — le préfet des Bouches-du-Rhône est théoriquement sous les ordres du ministère de l'Intérieur — et de la municipalité de la cité phocéenne qui ont, non seulement toléré l'action des fascistes contre le meeting, mais avaient, au préalable, prévenu les organisateurs qu'ils ne garantiraient pas la sécurité des participants. Faut-il y voir la conséquence logique des tentatives de Defferre pour se concilier une partie de la réaction marseillaise grâce à une politique attaquant brutalement les travailleurs immigrés ?

CGT Les voyages de Georges Séguy

Le 30 novembre 1984, la LCR de Dordogne était invitée à participer à l'inauguration des locaux de l'UD-CGT de la nouvelle Bourse du travail de Périgueux. Une exposition retraçant l'histoire du mouvement ouvrier local était présentée, faite de documents comme ceux concernant la réaction unitaire de la CGT et de la CGTU à un meeting fasciste... en 1926.

Jean-Claude Delageas, secrétaire de l'UD, fit référence dans son intervention à l'action de Fernand Pelloutier pour le développement des Bourses, et le combat des organisations syndicales, dont la CGT, pour qu'un local digne de ce nom leur soit attribué à Périgueux.

Invité d'honneur, Georges Séguy intervenait ensuite en tant que président de l'Institut d'histoire sociale de la CGT. Il déclarait notamment : « Faire allégeance aux autorités, aux pouvoirs publics, au gouvernement au nom d'impératifs politiques devant lesquels le syndicat n'a aucune raison de s'incliner serait le pire des reniements de l'indépendance syndicale et ferait subir, en dernière analyse, un grave préjudice à la démocratie. »

Il semble que Georges Séguy voyage beaucoup en ce moment, en tant bien entendu que président de l'Institut d'histoire sociale CGT. Il semble également que son message ne soit pas seulement de portée historique.

Le petit Rouge du Périgord

RADIOS PRIVEES Les grandes manœuvres

Ils ont « manifesté » à plus de 50 000, samedi dans les rues de Paris. 50 000 jeunes venus, non pas pour soutenir les indépendantistes en Nouvelle-Calédonie, mais pour défendre NRJ, une radio parisienne qu'on prétendait menacée de mort, alors que des dizaines de radios « pirates » risquent à tout moment la saisie et des amendes très lourdes.

Ils défendaient la « liberté d'expression ». Pourtant, NRJ diffuse avec la toute puissance de son émetteur sans avoir peur de réduire au silence d'autres stations. Ils ont surtout défendu, sans le vouloir, la sacro-sainte liberté d'entreprendre. Celle des publicitaires, des régisseurs et des afficheurs installés aux commandes d'NRJ, comme sur toute la modulation de fréquence. Les commerciaux se battent pour le contrôle d'un « support » d'avenir : un millier de radios locales privées ; près de 9 mil-

lions d'auditeurs. De quoi aiguiser bien des appétits.

Les sanctions de la Haute autorité de la communication ne sont pas appliquées. Les six radios suspendues poursuivent leurs émissions comme si de rien n'était. Pendant ce temps-là, les affaires continuent... En deux ans, la Haute autorité, si soucieuse de bonne moralité et de convivialité, n'a pas levé le petit doigt pour empêcher l'invasion des commerciaux sur la FM.

Les grandes manœuvres des publicitaires battent leur plein et à l'approche des législatives de 1986, tous les états-majors politiques se lancent à leur tour dans la ronde. Les radios périphériques ont débarqué en force sur la FM suivis par tous les groupes de presse. Signe des temps, Robert Hersant en personne, achète à coup de millions de francs des radios locales privées.

Et que deviennent les radios associatives ? Le gouvernement les a oubliées, lui qui ne jurait que par « l'expression libre et pluraliste des idées et des courants d'opinion ». Encore un lamentable ratage, un de plus après le fiasco de Canal plus, un projet de télévision qui se voulait « différent »... Avec l'introduction de la publicité, la FM est devenue une véritable jungle. Aujourd'hui, le droit de celui qui émet le plus fort est le meilleur. Dans son genre, NRJ est effectivement la « meilleure des radios ».

LEVALLOIS Balkany, nie !

« Lorsque l'opposition aura repris le pouvoir, il sera vain (...) de penser que la faiblesse ou le jeu de l'autruche teinté aux couleurs du libéralisme seront encore possibles ou acceptables. Une fois l'ennemi à terre, il faudra l'achever car le but, c'est de débarrasser la France du socialisme », déclarait Balkany, maire de Levallois-Perret, aux assises du RPR à Grenoble, selon le Parisien du 21 novembre 1984.

Jeudi 22 novembre, Balkany assisté de ses acolytes — dont le chef de la police municipale, Gandossi, ex-secrétaire de la FPIP (syndicat d'extrême droite) radié des cadres de la police après sa participation à la manif des policiers factieux l'an dernier aux côtés de Le Pen — fait évacuer manu-militari de la salle des syndicats, plusieurs militants de la CGT qui participaient à leur congrès.

Un des « évacués », descend les escaliers sur le dos, se relève pour être transporté à l'hôpital où l'on décèle une fracture du crâne. « C'est pas moi, c'est lui », dira le sinistre Balkany accusant le blessé d'être le coupable. Comme un gosse, dans une cour de ré-

création, il accuse un autre d'avoir exécuté le croc-en-jambe dont il est l'auteur.

Original, Balkany ! Il est passé aux aveux aux assises du RPR, avant de commettre le délit dans sa propre mairie. La CGT appelle « l'ensemble de ses organisations et les travailleurs à développer leurs protestations contre de tels agissements ». Ce sont toutes les organisations ouvrières et démocratiques qui doivent riposter ensemble contre les provocations balkaniennes.

L'HUMANITE « La Pologne reprend son élan »

« Réforme des entreprises, des communes, des universités dans un sens autogestionnaire, décentralisation du système électoral, autant d'avancées qui se mettent plus vite en place qu'en France. Toutes les promesses, toutes les échéances fixées par les dirigeants ont été tenues... » Tout cela, lit-on dans l'Humanité, se passe en Pologne aujourd'hui.

Deux bonnes nouvelles donc. D'abord ces réformes rendent dépassé le combat de Solidarité (qui n'a rien à proposer, nous rappelle le journaliste de l'Humanité) : si elles tardent

quelque peu en France, c'est au fond une simple question de rythme (« autant d'avancées qui se mettent en place plus vite qu'en France »).

« Pour la première fois depuis quarante ans, les Polonais vont pouvoir vérifier dans les faits que la poussée démocratique n'est pas un vain mot dans le domaine judiciaire (...) Tout cela, explique le journaliste de l'Humanité, le voyageur français échappant au décalage quotidien le perçoit aussi bien que le Polonais moyen. »

Sans doute, sans doute... Les leçons du passé doivent d'ailleurs y être pour quelque chose. La Tchécoslovaquie s'est bien « normalisée » après la crise de 1968, a-t-on pu lire en d'autres temps dans l'Humanité. N'est-elle pas devenue depuis, chacun devrait le reconnaître, un modèle du socialisme autogestionnaire ?

RECTIFICATIF

Dans notre article consacré à la Corse, la semaine dernière, une ligne a sauté concernant la réaction au blocage des crédits de l'Université de Corte. Il fallait lire : *Malgré une riposte unitaire des organisations nationalistes et de la CFDT, une répartition séparée de la CGT, Paris reste muet laissant les clans et le FN étouffer l'Université.*

SOMMAIRE

● Nouvelle-Calédonie	p. 3, 4, 5
● Les entreprises en 1983	p. 6
● Le vote du plan Famille	p. 7
● Lutttes sociales	p. 8-9
● CFDT	p. 10
● Après Bhopal, Béziers ?	p. 11
● Un débat avec Lutte ouvrière	p. 12-13
● Trois quotidiens sur le grill	p. 14
● Des bandes dessinées pour Noël	p. 15
● Solidarité avec les mineurs britanniques	p. 16

Quatrième Internationale

EDITORIAL :
L'épopée des mineurs britanniques 3

Turgut Taylir - Etat et capital dans la Turquie contemporaine 9

Un Programme révolutionnaire pour la République dominicaine
Extraits du 1^{er} Congrès de la Bloque Socialista 27

Salah Jaber - Révolution prolétarienne et dictature du prolétariat 43

NOTES DE LECTURE
Tre minuti a mezzanotte
Tariq Ali : « Can Pakistan survive ? »
Juan Robles et Jorge Vedia : « Economia del Uruguay 1973-1983 - La dictature financiera »
Winfried Wolf : « Polen - Der Winter gehört den Krähen » 119

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Formule choisie
Abonnements par avion : nous consulter			

Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
● Directeur de publication : Christian Lamotte
● Commission paritaire 63922
● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Pisani entre colons et Kanaks

Entre les pressions du milieu colonial ultra et la revendication d'indépendance que défend avec un écho croissant le FLNKS, le gouvernement français ne sait sur quel pied danser. Au risque de mettre le feu aux poudres.

La mission d'Edgar Pisani se poursuit en Nouvelle-Calédonie après que le FLNKS ait enterré ses dix morts. Dix militants assassinés à bout portant, le jour même où le nouveau haut-commissaire expliquait que le rétablissement de l'ordre était un préalable à toute négociation.

Le FLNKS, quoiqu'il en ait coûté à ses adhérents, ne s'est pas livré à des représailles et a accepté de lever ses barrages afin de ne pas fermer la porte à la négociation avec le gouvernement français, seul interlocuteur pour discuter de l'indépendance.

Plus d'une semaine après l'arrivée de Pisani, c'est donc la seule maîtrise politique du Front qui n'a pas fait évoluer la situation vers un affrontement généralisé. Dans ses bagages, l'émissaire gouvernemental n'a amené qu'un questionnaire destiné aux différentes formations politiques du territoire. Rien d'étonnant à ce que personne n'y trouve son compte.

La surenchère de la droite

Dans les rangs de la droite, la mode est à la surenchère. Le RPR, implanté de longue date dans ses bastions coloniaux, donne le ton avec Claude Labbé : « On donne l'ordre de ne pas faire respecter la loi », « Si on accepte de diviser cette société, ce serait comme l'ont fait les nazis sous l'occupation et l'on aurait atteint le racisme à l'état pur ». Quand on parcourt, en se pinçant le nez, la presse de l'opposition, qui rivalise de clichés racistes, de falsification des positions indépendantistes, qui jusqu'au dernier moment a tenté de nier le caractère prémédité de l'embuscade de Hienghène, tout cela ne manque pas d'audace.

On nous fait verser une larme sur ces pauvres colons qui, après avoir fait suer le burnous aux Algériens, sont venus retenter l'aventure en Nouvelle-Calédonie où, com-

me dit l'un d'eux, « les Blancs étaient majoritaires, les Noirs voulaient rester français, il n'y avait pas de musulmans. »

Pour tenir ses troupes, Chirac a dépêché à Nouméa Bernard Pons, pour une durée indéterminée. Après un discours sans surprise, réclamant la dissolution du FLNKS, celui-ci a affirmé une ligne dure, destinée à éviter au RPCR, Rassemblement pour la Calédonie dans la république, d'être débordé sur sa droite par les ultras.

La droite peut se montrer d'autant plus ferme en réaffirmant la tutelle coloniale, que le gouvernement ne sait sur quel pied danser.

Discuter ce qui est discutable

Le FLNKS s'est affirmé comme le représentant incontournable du peuple kanak, porteur d'un projet indépendantiste qui le réintègre dans ses droits niés depuis 1853, et dans lequel puissent trouver leur place ceux des habitants du territoire qui le souhaitent. Lui céder, c'est pour le gouvernement se mettre à dos le lobby colonial au profit d'une indépendance sans garantie pour les intérêts français. Continuer de lui refuser ses revendications, c'est mettre de l'huile sur le feu et marcher à des affrontements beaucoup plus intenses que ceux qui se sont produits. En s'adressant aux gendarmes, Edgar Pisani s'est attaché à « leur rappeler les exigences de l'ordre public » et les a « encouragés à accomplir leur devoir ». Signe qu'à Paris, on n'écarte pas la tentation d'employer la force.

Comme s'en explique l'un de ses responsables, le FLNKS a accepté de faire des concessions pour discuter. Mais seulement de ce qui est discutable : la manière pour le peuple kanak de recouvrer ses droits innés, d'aller vers son indépendance. Faute de quoi, la mission Pisani ne constituera

qu'une trêve précaire. Face aux assassinats, aux préparatifs des colons à la « chasse aux Kanaks », les militants indépendantistes, forts du soutien massif de la communauté kanake et de celui de membres des autres

communautés, se montreront aussi déterminés à aller jusqu'au bout qu'ils se sont montrés déterminés à éviter les incidents.

Jean-Jacques Laredo

Une première manifestation

Répondant à l'appel de la LCR, des JCR et du GRS (section antillaise de la IV^e Internationale), plus d'un millier de personnes ont manifesté, le mercredi 5 décembre, leur soutien à la lutte du peuple kanak, en se rendant au secrétariat d'Etat aux TOM-DOM à Paris. Une manifestation combative dont les mots d'ordre les plus repris étaient : « Mitterrand, n'oublie pas l'Algérie, il est fini le temps des colonies », « A Nouméa, les colons n'ont aucun droit, c'est aux Kanaks de faire la loi », « FLNKS, solidarité », etc. On remarquait au premier rang de la manifestation, une délégation formée de militants kanaks résidant en France ; et de nombreux militants antillais avaient tenu, eux aussi, à descendre dans la rue. C'est ainsi que le mouvement pour une Guadeloupe indépendante (MPGI) s'était regroupé sous ses propres banderoles.

A l'issue de la manifestation, une délégation composée de nos camarades Alain Krivine et Christian Picquet s'est rendue au ministère où elle a été reçue, durant près d'une heure, par le chef de cabinet de Georges Lemoine. La délégation a exposé au représentant du gouvernement français la position de la LCR qui appuie les légitimes revendications du gouvernement provisoire de Kanaky. De son côté, M. Wolf a précisé la volonté du gouvernement de reconnaître les droits légitimes des deux communautés, conformément aux travaux de la conférence de Nainville-les-Roches, en 1983. Il a indiqué que Paris recherchait la négociation, mais n'a pas précisé les intentions exactes des autorités, qui ne seront reconnues qu'à l'issue de la mission Pisani. Les représentants de la

LCR ont alors tenu à mettre en garde le ministère contre toute utilisation des forces de répression contre le peuple kanak et ses représentants.

La manifestation du 5 décembre est encore bien modeste, au regard des nécessités de la solidarité avec le mouvement national kanak. Au moment où les militants se dispersaient, nous apprenions d'ailleurs l'embuscade organisée par des Caldoches contre un groupe de militants indépendantistes. En dépit de ses limites et du black-out de la presse (les cortèges du Front national bénéficient d'une publicité autrement tapageuse), cette démonstration constitue néanmoins un premier pas indispensable. Il n'était en effet pas concevable qu'au moment où tout un peuple se dresse derrière le colonialisme, notre organisation se contente d'une solidarité platonique. Pour un militant révolutionnaire, il n'est pas de priorité plus importante que le combat contre son propre impérialisme.

Il est à cet égard regrettable que la LCR se soit retrouvée seule dans la rue, le 5 décembre, les autres organisations d'extrême gauche ayant fait défection. L'absence la plus incompréhensible fut, sans doute, celle de nos camarades de Lutte ouvrière. Ces derniers, pour expliquer leur refus de manifester, arguent en général, de leurs choix prioritaires de construction. Cette fois, pourtant, l'argument ne saurait être avancé, la solidarité avec le peuple kanak étant tout à la fois un devoir de principe et un aspect du combat contre la bourgeoisie.

A. T.

INTERVIEW D'ELOI MACHORO, DIRIGEANT DU FLNKS

«Nous allons maintenant la mobilisation»

Notre envoyé spécial en Nouvelle-Calédonie a interviewé Eloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne, organisation membre du FLNKS, et ministre de la Sécurité dans le gouvernement provisoire.

● Quel bilan tires-tu de la mobilisation indépendantiste de ces dernières semaines ?

Le boycott actif a réussi. Les résultats montrent une abstention de 50 % ce qui est beaucoup pour une population où il y a 3/5^e de non-Kanaks. Cependant, ces résultats ont été quand même officialisés par le Tribunal administratif alors que le gouvernement français aurait dû ne pas les entériner et, comme toujours, il n'a pas voulu prendre de position claire et nette. Nous avons donc décidé de lancer des actions sur tout le territoire pour faire en sorte que l'on annule les résultats électoraux. Notre objectif était aussi d'empêcher l'application du statut Lemoine.

● Le FLNKS semble avoir obtenu sur ce dernier point un certain succès.

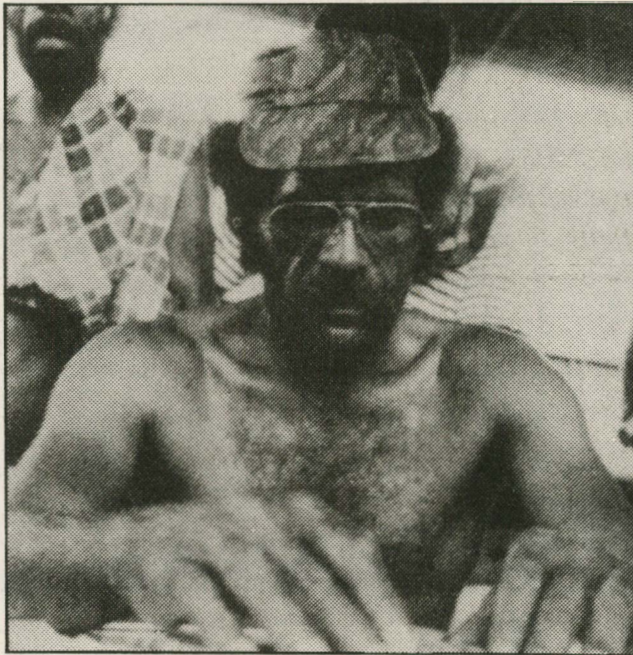
On ne peut pas encore le dire. Le gouvernement n'a toujours pas de politique bien définie. Le fait de changer de haut-commissaire, de mettre Lemoine un peu de côté, le fait de confier la question calédonienne au Premier ministre, peuvent être les indices d'un changement mais cela peut être aussi bien un bon signe qu'un mauvais, car le gouvernement continue à envoyer ici des observateurs qui viennent ici pour trouver une troisième voie alors

qu'il n'y a pas de troisième voie.

Nous n'accepterons jamais de troisième voie parce que notre revendication est une question de pure justice. Comme tous ses prédécesseurs, Edgard Pisani arrive ici pour rechercher une troisième voie. A l'heure actuelle, le FLNKS et notre gouvernement provisoire nous ont demandé de lever les barrages sur les routes pour ne pas mettre d'obstacles à la discussion avec le gouvernement. Nous respectons cet ordre, mais pendant les deux mois de discussion que l'envoyé du gouvernement s'est donné pour essayer de voir clair dans le problème calédonien et de trouver une issue, nous ne serons peut-être plus sur les routes mais nous serons ailleurs. Nous allons maintenant la mobilisation pour reprendre, le cas échéant, les positions déjà acquises et aussi pour mieux nous organiser.

● L'action menée autour de la ville de Thio a été la plus importante de ces initiatives. Comment l'expliquez-vous ?

Nous aurions pu faire dans cette région des actions au niveau de chaque commune. Nous avons préféré faire une action à Thio car depuis toujours sur la côte Est, cette ville a été le bastion d'un des plus durs des anti-indépendantistes, le maire Roger Galliot, mem-



Eloi Machoro, lors de l'occupation de Thio

bre du Parti national calédonien d'extrême droite. Dans la région, c'était une question cruciale qu'il fallait régler, surtout que le parti de Galliot, comme d'autres partis de droite, avait commencé à soudoyer des Kanaks.

Nous sommes donc venus de plusieurs endroits de la région pour régler l'affaire de Thio c'est à dire faire en sorte que ce soient les Kanaks d'ici, qui sont majoritaires dans la population locale, qui aient en main la gestion de la commune. Car les Kanaks de la région de Thio ont pris conscience de leur force et s'organisent pour être encore plus efficaces.

● Quelle a été l'attitude du FLNKS par rapport à la population européenne de Thio lors de l'occupation de la ville ?

Nous avons demandé une rencontre avec les Eu-

ropéens de la commune pour leur expliquer le sens de notre action. Malheureusement, ils ont eu peur et seule une dizaine d'entre eux s'est rendue à notre réunion. Nous leur avons expliqué le sens général de notre action en leur précisant qu'il y avait un objectif spécifique à la commune : que la gestion communale soit faite par des gens qui veulent travailler ensemble pour le bien de tous et non pour leurs besoins personnels comme c'est le cas avec le maire actuel Roger Galliot.

C'est lui qui fait obstacle à la discussion entre les gens. Tout le monde connaît son appartenance à l'extrême droite. Il regroupe une demi-douzaine de « durs de durs », dont nous avons donné la liste aux habitants non-Kanaks de Thio. Nous leur avons aussi précisé que leur tranquillité dépendrait aussi de leur comportement et des relations

qu'ils entretiendraient avec les Kanaks.

Nous avons aussi demandé aux gendarmes de Thio de ne pas sortir de leur cantonnement en leur promettant que tout se passerait dans l'ordre. Nous nous sommes donc organisés pour protéger les secteurs dont nous avons la responsabilité.

● Pour en venir aux négociations qui vont s'engager avec le représentant du gouvernement français, Edgard Pisani, il se pourrait que l'on vous propose d'accepter un référendum sur l'avenir du territoire avec la participation au vote des Européens et immigrants installés depuis, par exemple, plus de six ans ou plus de dix ans en Nouvelle-Calédonie. Qu'en pensez-vous ?

Une telle proposition du gouvernement français serait mauvaise, car pourquoi dix ans et pourquoi pas les « victimes de l'histoire », comme nous avons qualifié les Européens caldoches nés de père ou de mère eux-mêmes nés en Nouvelle-Calédonie. Et, si l'on continue, pourquoi pas les Kanaks seulement. En fait, le problème du gouvernement c'est qu'il ne veut pas prendre position. Il ne veut pas adopter notre point de vue pour ne pas être taxé de séparatisme vis-à-vis du FLNKS. Or, soit le gouvernement choisit la constitution française, soit il choisit de faire une politique de décolonisation en faveur du peuple kanak.

Dans toutes les propositions que nous avons faites nous avons toujours réclamé une réforme du corps électoral pour faire en sorte que ce soient les véritables habitants du territoire qui décident de l'avenir du pays et c'est en ce sens que nous avons parlé des Kanaks et des « victimes de l'histoire ». Cette proposition a été rejete-

tée par l'Assemblée nationale comme anticonstitutionnelle. A l'heure actuelle nous nous battons pour le droit à l'autodétermination du seul peuple kanak et nous avons une raison de le faire : c'est que l'article 75 de la Constitution française reconnaît la spécificité du peuple kanak en lui attribuant un statut particulier. C'est au gouvernement de choisir. Nous, nous faisons notre possible sur le terrain pour faire pencher la balance de notre côté.

Pour aborder la discussion avec Pisani, nous avons fait beaucoup de concessions, comme celle de relâcher le sous-préfet de Lifou, de lever les barrages routiers et en contrepartie de quoi on continue toujours à nous tuer comme à Hienghène. Dans les incidents qui sont arrivés, coups de fusil et autres, les Kanaks n'ont jamais été à l'initiative. A chaque fois qu'ils ont tiré — et c'est le cas dans la mort de Mézières ou à Saint-Louis près de Nouméa — les Kanaks l'ont toujours fait pour se défendre. A Thio nous nous sommes emparés de la commune sans avoir tiré un seul coup de feu contre un Européen.

Le gouvernement socialiste fait ici une politique de droite parce que c'est la droite qui aide le gouvernement à maintenir le territoire sous la dépendance de la France. Le gouvernement français ne veut pas lâcher la Nouvelle-Calédonie à cause de sa position stratégique et de ses richesses. Cette volonté ne peut avoir ici qu'un seul soutien, celui de la droite coloniale. La décolonisation est donc toujours à effectuer et elle n'a pas encore débuté. Pour les Kanaks, la situation coloniale n'a pas changé.

A Thio le 6 décembre
Propos recueillis
par Vincent Kermel

Manifestation, le 5 décembre, à Paris pour une Kanaky libre et socialiste.



Réunion d'information-débat

La lutte du peuple kanak dans la Nouvelle-Calédonie d'aujourd'hui

Avec les représentants du FLNKS :
— Roch Pidjot, député de Nouvelle-Calédonie
— Octave Togna, Hnalaine Ureguei
Mardi 18 décembre à 20 h 30
salle de l'encouragement
4, place Saint-Germain des Prés, Paris VI^e
Organisé par l'association Information et soutien aux droits du peuple kanak, 24, rue de Fontenay, 92140 Clamart.

DE NOTRE ENVOYE SPECIAL EN NOUVELLE-CALEDONIE

L'occupation de Thio

L'occupation, sans tirer un coup de fusil, de Thio, témoigne de l'approfondissement de la mobilisation autour du FLNKS et représente une expérience importante dans la lutte du peuple kanak. Après le massacre de Hienghène, la droite coloniale continue ses préparatifs d'affrontements tandis que le gouvernement temporise.

De notre envoyé spécial à Nouméa.

La ville minière de Thio, seule commune de la côte Est encore administrée par un Européen, est restée sous le contrôle du FLNKS pendant près de trois semaines. Cette mobilisation initiée après le boycott actif des élections du 18 novembre dernier s'est achevée avec la levée des barrages routiers le 10 décembre et l'ouverture des négociations avec Edgar Pisani.

Le maire de Thio, Roger Galliot, farouche anti-indépendantiste, est un parfait symbole de la bourgeoisie coloniale. Propriétaire terrien dans la région de la Foa, patron d'une mine de nickel, actionnaire de bateaux de pêche, c'est l'une des grosses fortunes du territoire. Sa trajectoire politique est, elle aussi, significative du raidissement des détenteurs du pouvoir économique local au fur et à mesure que se précisaient les revendications kanakes. Membre de l'Union calédonienne à ses débuts, Roger Galliot s'en sépara lorsque celle-ci s'orienta vers la revendication indépendantiste et la demande de récupération des terres spoliées. Après un passage en 1979 sur les listes électorales de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne, FNSC, liée à l'UDF, il crée le PNC, Parti national calédonien d'extrême droite, et fait alliance lors des dernières élections avec le Front national de Le Pen.

Le boycott actif a été un gros succès le 18 novembre à Thio : seulement 10 Kanaks et moins de 25 % des 1 700 inscrits, dont 541 Européens, ont voté. Galliot, devancé par le RPCR, lié au RPR, n'a recueilli que 65 voix. Fort de ce premier résultat, le FLNKS va organiser le verrouillage de cette ville. La majorité des 9 tribus de la région, totalisant près de 2 000 personnes, a participé à l'action.

Une occupation bien organisée

Sept barrages routiers et une surveillance maritime bloquaient les accès à Thio. La circulation était interdite dans la ville. L'organisation minutieuse et la détermination du FLNKS ont permis d'éviter tout affrontement violent, assurant ainsi la réussite de l'opération et l'autodéfense des militants indépendantistes.

La paralysie de l'activité économique a été totale. On estime à 28 millions de francs du Pacifique par jour les pertes de la société Le Nickel, SLN, à Thio (1 F = 5,5 FF). L'organisation de cette action illustre les pas en avant réalisés par le FLNKS en ce domaine. Un comité local du FLNKS a dirigé toute cette occupation. Les sept barrages étaient dotés d'équipes militantes disposant de leurs propres systèmes d'autodéfense.

La saisie des véhicules et des dépôts d'essence de la SLN, ainsi que des bateaux de la société de pêche présidée par Roger Galliot, ont contribué à l'efficacité de la mobilisation indépendantiste qui reposait sur un réel soutien de masse local. Jeunes, vieux, femmes et enfants, tous ont trouvé une place dans cette action.

Précédée par une intense préparation psychologique de la communauté européenne, la récupération par le FLNKS de plusieurs dizaines d'armes de chasse lui

appartenant, a réduit les risques d'affrontement violent tout en renforçant le potentiel de défense des indépendantistes.

Un comité de sages, comprenant un Européen indépendantiste, assurait le contact avec la communauté assiégée. Il avait à sa charge le traitement des problèmes sanitaires et sociaux. Ainsi dans le village de Petroglyphe, ce sont les Européens eux-mêmes qui remirent leurs armes au FLNKS pour éviter toute réaction à cette opération délicate de désarmement. Une délégation d'entre eux se rendit même à la gendarmerie de Thio où étaient reclus 80 gendarmes pour leur demander de ne rien ten-

de discussion et d'action pour les populations concernées.

Un approfondissement de la mobilisation

Cette mobilisation unitaire régionale des Kanaks est l'expression d'un approfondissement de la prise de conscience nationaliste et anticolonialiste. Elle a d'ailleurs pesé sur les hésitants dans le sens de leur ralliement. Sur les 10 Kanaks qui ont voté le 18 novembre, 6 se sont retrouvés sur les barrages routiers au bout de quelques jours. La chefferie traditionnelle locale s'est associée au mouvement tenant même à dresser son propre barrage.

La communauté wallisienne et futuriennne immigrée à Thio s'est aussi majoritairement ralliée à cette action de protestation. Ce qui révèle les potentialités actuelles d'approfondissement de l'unité de tous les opprimés et exploités face à la droite réactionnaire et colonialiste. La réussite de cette action n'est pas non plus sans relation avec les capacités d'initiative dont ont fait preuve les dirigeants indé-

En effet, dans le district de Thio, sur les 100 000 hectares de terre, 85 000 appartiennent au domaine, c'est-à-dire l'Etat, 12 000 aux colons européens et principalement à 3 d'entre eux, tandis que les 1 700 Kanaks vivent sur 3 000 hectares de terre seulement. Les occupations de terres ont d'ailleurs déjà été engagées.

Les préparatifs de la droite

L'objectif du FLNKS, qui lie ainsi revendication des terres et lutte pour une gestion démocratique de la commune de Thio, est de parvenir à contrôler de plus en plus le terrain. Avancer dans cette voie face à un colonat profondément raciste et attaché à ses privilèges nécessitera un degré de détermination et de mobilisation auquel le FLNKS semble devoir maintenant se préparer activement. De son côté, surtout depuis le massacre de Hienghène, la droite coloniale s'arme et se prépare à des affrontements violents. Pendant que Roger Laroque, maire de Nouméa, appelle à demot à cette mobilisation armée, les Euro-



Banderole de la LCR, lors de la manifestation pour une Kanaky libre et socialiste, le 5 décembre dernier.

ter, le FLNKS s'employant efficacement à assurer leur sécurité. Et, de fait, pas un seul coup de feu n'a été tiré contre des Européens. L'appareil de production a été maintenu intact et le FLNKS empêchait les pillages de magasins intervenus les premiers jours de se reproduire par la suite. Des tours de garde et des patrouilles étaient effectués à cet effet à l'intérieur du périmètre contrôlé par les indépendantistes.

Ces semaines d'occupation ont été une expérience sans précédent par son ampleur et sa durée pour les populations kanakes locales, qui ont dû assurer le ravitaillement de la communauté militante et son autodéfense jour et nuit. Ceci fut propice à des expériences nouvelles d'auto-organisation

pendantistes locaux. La neutralisation, le 2 décembre, d'une compagnie de gardes mobiles amenés par hélicoptères pour réduire les barrages, est un bon exemple de l'efficacité des indépendantistes. Ayant encerclé les gendarmes, les militants du FLNKS les accompagnèrent jusqu'aux locaux de la gendarmerie de Thio, sans les désarmer, « pour ne pas trop les humilier » nous confiera Eloi Machoro. Les barrages encerclant Thio ont été levés le 10 décembre dernier mais l'action va se poursuivre dans la région. La mairie de Thio a déjà été occupée pour s'opposer au retour du maire fasciste.

Le problème crucial de la terre peut aussi donner d'autres occasions d'action.

peens réactionnaires de la capitale préparent le siège des secteurs indépendantistes de la ville. Nous n'en sommes qu'à la période des repérages, des filatures, de l'accumulation des stocks d'armes et de l'édification de barrages anti-indépendantistes. Mais personne ne peut avoir le moindre doute sur les intentions d'une fraction importante de la réaction locale à réduire les Kanaks et leurs alliés plutôt que de leur reconnaître le droit au pouvoir politique.

Les attermoissements du gouvernement Mitterrand et sa passivité face à ces préparatifs de la droite coloniale ne peuvent qu'accroître les risques de dénouement violent de ce conflit pour l'indépendance.

Vincent Kermel

LES ENTREPRISES EN 1983

Les privées dans le mille !

Les classements des mille premières entreprises réalisés par l'Expansion et le Nouvel Economiste montrent le faible poids du secteur nationalisé. Ils dissimulent aussi réelle des grands groupes financiers privés.

Le secteur public relève toujours de la catégorie poids-plume, même s'il trône les vingt premières places du classement des mille premières entreprises françaises (tableau 1 extrait du numéro spécial de l'Expansion). Le total des chiffres d'affaires des entreprises nationalisées, 625 milliards, ne représente que 27 % de celui des 1 000 (2.265 milliards, chiffres de l'Expansion). Le nombre des salariés employés, 1.164 000 représente 33 % de l'effectif total des mille entreprises classées (1).

Les chiffres sont nets : la société d'économie mixte chère à François Mitterrand

n'a même pas l'alibi d'un partage égalitaire privé-public, au sein du « secteur productif ». Les pourcentages cités (27 % du chiffre d'affaires, 33 % des effectifs) démontrent même qu'au sein des mille, la proportion des salariés employés par le public est plus importante que celle du chiffre d'affaires réalisé — les privés totalisent 73 % du chiffre d'affaires des mille avec 67 % des effectifs employés. Rien de neuf : le public, minoritaire, conserve la charge des groupes les moins rentables du point de vue du capital. L'Etat joue toujours les « béquilles », selon l'expres-

sion d'Anicet Le Pors, ministre communiste du gouvernement Mauroy.

Le tableau 2 (classement des entreprises par secteur d'activité et par bénéfice d'après le Nouvel Economiste) renforce la démonstration. Exception faite d'Elf Aquitaine et de la CGE, on ne retrouve aucune des nationalisées classées dans les vingt premières entreprises selon le chiffre d'affaires, dans les rangs de quelques vingt entreprises classées selon les bénéfices. C'est dire ! (voir article ci-dessous).

Il faut certes prendre avec des pincettes les classements établis à partir des chiffres comptables ; ils indiquent seulement une tendance. Elle n'en est pas moins nette : le privé a — et de loin — l'avantage. « Nous sommes parvenus, déclarait Mitterrand récemment à l'Expansion, à un point d'équilibre intéressant entre secteur public et secteur privé. » Notre président ne

manque pas d'aplomb. Intéressant pour qui ?

Un classement qui trompe énormément

Si les chiffres sont à prendre avec précaution, le classement par entreprise est encore plus sujet à caution. Il y a quelques décennies déjà que le capital français ne fonctionne plus par entreprise mais par groupe, alliances financières et industrielles. « Même si l'existence des ensembles financiers, commente Bertrand Bellon dans son livre le Pouvoir financier et l'industrie française (2), n'est pas reconnue par la loi ni par l'économie industrielle traditionnelle... ni par les classements officiels, ajouterons-nous. Il est intéressant de garder cette idée en tête pour dessiner un ensemble à partir des entreprises classées.

Trois entreprises privées figurent parmi les vingt premières entreprises de la liste des mille déjà citées (tableau 1) : Peugeot SA 4^e, Michelin 10^e, BSN 17^e. Ces trois exemples méritent que l'on s'y attarde. Ils font justement partie de ce type d'ensemble financier. Il existe une vieille alliance entre Peugeot, Citroën, Michelin et le groupe Lazard frères (les liens s'étendent à Fiat et Chrysler)(3). Tout comme il existe depuis un bail des liens très serrés entre la banque Lazard, la société des Chargeurs (tableau 2 secteur tourisme et transport) et BSN. Il faut d'ailleurs — pour être juste — compléter cette liste avec le groupe Schlumberger (17^e entreprise du classement mondial cette fois du Nouvel Economiste, d'après les bénéfices. Le P-DG de Schlumberger, Antoine Riboud, est le frère de Jean Riboud, P-DG de BSN)(4). On ne s'arrêtera pas à l'astuce qui permet à Schlumberger d'échapper au classement : la localisation de son

siège aux Antilles néerlandaises...

Des groupes hors concours

Cette énumération rapide des constituants d'un ensemble (tableau 3) est illustrée par les croisements multiples des conseils d'administration des sociétés concernées. — méthode classique pour identifier les liens financiers entre groupes — qui donnent une idée de la puissance financière concentrée entre les mains de quelques familles : Peugeot, Lazard, Riboud, Schlumberger-Seydoux. D'autres groupes, Empain-Schneider, Worms, De Wendel devraient être « redessinés » suivant la même méthode pour dresser le tableau réel des puissances industrielles et financières du pays, que la méthode des classements par entreprises dissimule. L'addition des chiffres d'affaires de toutes les sociétés concernées placera évidemment l'ensemble « hors concours » dans le classement par entreprise. On peut se demander

d'ailleurs si le jugement du président Mitterrand à propos de l'équilibre intéressant entre « secteur public et privé » ne prenait pas en compte implicitement cette notion d'ensemble. Ses relations sont bonnes, à ce qui se dit, avec les Riboud, comme avec les Seydoux, « dans l'ensemble »(5).

Michel Morel

1. Nous n'avons pas intégré la Française des pétroles dans les nationalisées. L'Etat ne possède qu'environ 40 % du capital. Nous avons, par contre, compté Dassault et Matra dans le secteur public. L'Etat détenant 51 % des actions de ces sociétés. Le tout est discutable. Mais la tendance en pourcentage ne serait guère modifiée sur le fond par une autre composition de l'ensemble public.

2. Editions du Seuil. 1980. Page 79.

3. Bertrand Bellon. Idem.
4. P. Allard, M. Beaud Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France, édition du Seuil 1978. Analyse de l'ensemble Paribas...

5. Jérôme Seydoux expliquait entre autre en février 1975 à un journaliste de l'Expansion que seule la gauche lui semblait capable d'obtenir le consensus nécessaire à l'achèvement des mutations de la société française... Le Nouvel Observateur consacrait récemment un long article aux amitiés Mitterrand-Riboud.

Tableau 1 : Classement selon les chiffres d'affaires pour l'année 1984 paru dans le numéro spécial de l'Expansion (nous avons étoilé les entreprises dites d'Etat, comme les nationalisées 1982).

LES 20 PREMIERES ENTREPRISES EN FRANCE D'APRES LEUR CHIFFRE D'AFFAIRE (en milliards de francs)	
Cie Française des Pétroles	139 866 000
Elf*	134 866 000
Renault*	110 274 000
Peugeot SA	85 207 000
Cie Gnrale d'Electricité*	62 264 000
Saint Gobain*	57 884 000
Shell France	52 283 000
Thomson*	49 448 000
Rhone Poulenc*	43 117 000
Michelin	41 083 000
Esso Saf	37 681 050
Usinor*	32 490 577
Sacilor*	31 542 092
Péchiney*	29 009 000
IBM France	28 000 000
Général Occidentale	27 417 935
BSN	24 889 000
Aérospatiale*	24 084 785
BP France	21 398 187
SCREG	20 496 509

Tableau 2 : Classement par secteurs extraits du numéro spécial du Nouvel Economiste. Les secteurs en question sont d'ailleurs parfois tout à fait fantaisistes ; les transports (non repris ici) regroupent par exemple Dassault et l'armement... Le faible nombre d'étoiles secteur public est à comparer avec le tableau 1.

CLASSEMENT DES ENTREPRISES PAR BENEFICE ET PAR SECTEUR (en milliard de francs)		
Agro-Alimentaire	Commerce	
BSN	Carrefour	389 000
Ricard	Auchan	289 912
Chimie	Bois-Papier	
Air Liquide	Arjomari	72 737
L'Oréal	Lapeyre	68 847
Equipement Electrique	Textile Habillement	
IBM France	Chauss André	87 000
CGE*	Biderman	86 673
Mécanique	Construction	
Essilor	Dumez	361 745
Camaron	Bouygues	332 384
Métaux	Transport Tourisme	
Cogema	Club Med	212 629
Carnaud	Chargeurs	205 000

Tableau 3 : les administrateurs des Chargeurs et de Lazard (colonnes 15 et 16) sont bien répartis dans les conseils d'administration des sociétés citées dans l'article (carré noir), et au delà. Les liens s'étendent même aux nationalisées (Antoine Riboud, colonne 1, 2, 3) et à d'autres ensembles (Gérard Eskenazi, groupe Empain-Schneider).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
NICOLAS SEYDOUX																
GERARD ESKENAZI																
ANTOINE RIBOUD	■	■	■													
RENAULT GILLET																
FRANCIS FABRE																
JEROME SEYDOUX																
DOMINIQUE BOYER																
PAUL LEPERCO																
MICHEL DAVID-WEIL																
FELIX G ROHATYN																
JEAN GUYOT																
ANTOINE BERNHEIM																

1. Elf ; 2. Rhone-Poulenc ; 3. Péchiney ; 4. Paribas (Belgique, Suisse) ; 5. Bruxelles Lambert ; 6. BSN ; 7. Peugeot SA ; 8. Schneider SA ; 9. UTA ; 10. Schlumberger ; 11. Delmas Vieljeux ; 12. La France, La Concorde (assurances) ; 13. Sovac (crédit) ; 14. Gaumont ; 15. Lazard Partners, EuraFrance ; 16. Chargeurs.

Profits de luxe

Licenciements accrus et désindexation des salaires sont les deux mamelles de la prospérité patronale en 1983, — sur fond de « socialisation des pertes et de privatisation des profits » — concentrée dans les secteurs les plus socialement futiles.

Gattaz est net : « La désindexation des salaires et des prix est la cause première des résultats des entreprises en 1983. La masse salariale a progressé un peu moins vite que par le passé (...), déclare-t-il en ouverture du numéro spécial de l'Expansion présentant le classement des mille. « Les gains de productivité, renchérit Agnès Richert, éditorialiste du journal financier la Vie française, se sont accrus de 5 % en un an et s'expliquent principalement par les réductions d'effectifs qui auront atteint un rythme sans précédent en 1984 (220 000 à 240 000 dans l'industrie et le bâtiment). » 1983 fut une bonne année pour les patrons, 1984 s'annonce bien. Les affaires se redressent à mesure que les conditions de vie des travailleurs se dégradent.

Reste une inquiétude : « La France recolle-t-elle lentement au peloton de tête des pays industrialisés ou bien en décroche-t-elle ? » s'interroge gravement l'éditorialiste du Nouvel Economiste en introduction du classement des entreprises en 1983 publié par cet hebdomadaire. Le tableau 2

(classement des entreprises par bénéfices et par secteur, cf. article ci-dessus) éclaire le problème. Dans les secteurs de production traditionnels, seules les petites ou moyennes entreprises se tirent d'affaires : Carnaud (groupe de Wendel), Arjomari (groupe Worms), Chaussures André (Lazard Frères)... Les gros sont hors du coup. « Dans les grands groupes nationalisés ou non, commente Gattaz dans l'Expansion, la taille peut engendrer rigidité et blocage (...) tout est excessivement organisé, statufié, syndicalisé ». Le chef du CNPF s'y connaît : son entreprise Radiall (880 salariés), 816^e au classement des mille par chiffres d'affaires, figure par contre au 11^e rang des 50 premières entreprises classées par marge commerciale (bénéfice divisé par le chiffre d'affaires [l'Expansion]).

La rentabilité dépend de la taille mais aussi du secteur. Le tableau 2 l'indique, l'agro-alimentaire est un cas à part « une activité bénie des dieux », souligne l'Expansion, « les résultats sont bons, voire excellents. » BSN (une perle, voir article ci-dessus), Lesieur, Général

Biscuit (groupe Worms), mais aussi Marie Brizard, Moët Hennessy ou les vins du baron Philippe de Rothschild décrochent les lauriers. Et plus on va vers le futile, plus on collectionne les performances. Ajoutez les produits de luxe de la maroquinerie Vuitton, les parfumeurs Saint-Laurent et Ninna Ricci, et l'orfèvrerie Guy Degrenne, aux marques d'alcool et de champagne déjà citées et vous aurez une idée du tableau des cinquante entreprises les plus rentables du capital français dressé par l'Expansion !

On comprend mieux les soucis du Nouvel Economiste. Concurrencer les USA, le Japon ou la RFA avec ce palmarès industriel : dur, dur...

Conséquence logique, les investissements se portent vers les secteurs qui rapportent le plus, détaillés ci-dessus. Le « déséquilibre industriel » français s'accroît, pour ne pas parler de l'emploi qui trinque. D'autant plus que la spéculation financière se renforce. Sicav (Société d'investissement à capital variable) et Fonds commun de placements auront géré 450 milliards de fonds en 1983 à la Bourse.

Les fonds publics restent le ballon d'air des investissements dans les grands groupes nationalisés, ou les privés en perte (Creusot-Loire). Sous cet angle-là, rien de neuf dans le classement 1983 de la bourgeoisie française.

M. M.

PLAN-FAMILLE

Ils ont voté le retour des femmes au foyer

En votant une loi sur la famille discriminatoire envers le droit au travail des femmes, le gouvernement et la majorité PS capitulent une fois de plus devant la droite.

Le projet de loi sur la famille a été adopté à l'Assemblée nationale en première lecture le 5 décembre. Le débat et le vote ont eu lieu au nez des organisations et associations féministes, marquant ainsi que le temps de la concertation est bien révolu.

Malgré les débats qui ont traversé le PS à cette occasion, tous les députés PS ont voté pour. Ils portent ainsi la lourde responsabilité de l'adoption d'une loi que certains avaient dénoncée comme discriminatoire envers les femmes, contradictoire avec le « profond mouvement qui pousse les femmes à entrer dans la vie professionnelle assurant ainsi leur indépendance. »

Le PCF s'est abstenu, critiquant essentiellement le « manque de moyens ». Il est vrai que les traditions

nataliste et conservatrice du PCF dans ce domaine ont la vie dure.

La droite a voté contre en demandant des prestations familiales plus élevées « pour ressouder la famille et élever le taux de natalité ».

Si le projet initial a été quelque peu modifié dans le cours du débat, sur le fond, il reste le même. Ainsi, l'allocation au jeune enfant n'est plus soumise aux conditions de ressources pendant les neuf premiers mois, mais l'enveloppe budgétaire reste la même. Il faudra répartir l'austérité. Quant à l'allocation parentale d'éducation rémunérée à partir du troisième enfant, elle sera étendue aux chômeurs, ce qui ne change pas le caractère nataliste de cette mesure destinée à renvoyer les femmes au foyer.



Pour toucher les 1 000 F, il faudra abandonner son emploi ou être au chômage. Compte tenu de la différence entre salaires masculins et salaires féminins d'une part, et du fait que les femmes ont plus de mal à retrouver un emploi lorsqu'elles sont au chômage, c'est à elles essentiellement que s'adresse cette mesure.

Il s'agit d'un véritable tournant dans la politique que la gauche avait prônée avant 1981. En reniant les aspirations des femmes au

droit au travail à l'indépendance économique, en abandonnant tout projet de mise en place de réelles structures d'accueil de la petite enfance, le gouvernement capitule devant la droite. Il prépare la place pour des politiques encore plus réactionnaires (voir article ci-dessous).

C'est pourquoi il faut exiger aujourd'hui le retrait de cette loi scélérate qui vise à renvoyer les femmes à leur statut traditionnel de mère au foyer. Il faut exiger une

véritable politique d'accueil de la petite enfance.

Le communiqué commun de plusieurs organisations féministes (voir encadré) est un fait positif. Mais les réactions dans le mouvement syndical en particulier ont été faibles. Faire un travail d'information, d'argu-

mentation, convaincre des dangers d'une telle loi pour gagner le maximum de femmes et de travailleurs (euses) à la lutte contre la loi est la tâche de tous les révolutionnaires et de toutes les féministes aujourd'hui.

Sonia Folloni

Le Mouvement français pour le Planning familial, la Coordination des groupes femmes, le Mouvement jeunes femmes, la Ligue du droit de la femme, SOS femmes alternatives et la Ligue internationale du droit des femmes protestent avec vigueur contre l'allocation parentale d'éducation votée récemment dans le cadre de la loi sur la famille. Cette mesure qui évidemment va concerner le parent ayant le salaire le plus bas, en l'occurrence la femme, est totalement discriminatoire. Une véritable politique familiale doit être

mise en place ; telle quelle avait été promise et inscrite dans le programme socialiste, par exemple : équipements sociaux et crèches collectives, allocation unique versée dès le premier enfant. De telles mesures iraient dans le sens du droit à l'emploi pour les femmes et du libre choix des maternités.

Paris,

le 7 décembre 1984

Communiqué à : AFP, ACP, Libération, le Monde, le Matin, l'Humanité, CFJ, AFI, Choisir, AFJ, GNIES, ministère des Droits des femmes.

Vient de paraître

cahiers du féminisme N° 30 15F HIVER 84/85

bébés sur ordonnance

Danger pour les femmes !

Les raisons de s'opposer au plan Famille Chirac, la surenchère sexiste et raciste Ce que propose la LCR

Un quatre pages spécial disponible auprès des militants de la LCR à partir de la semaine prochaine

Chirac: plus réac que moi, tu meurs

Paris-Chirac ou le laboratoire de la régression sociale. Après les mesures prises contre les droits des immigrés et des femmes, le conseil de Paris s'en prend aux chômeurs en excluant leurs enfants des crèches.

Chirac a fait voter la semaine dernière au conseil de Paris, un règlement qui vise à exclure des crèches les enfants des chômeurs. Les enfants dont un des parents perd son emploi seront remis à leur famille dans un délai de trois mois, renouvelable selon le bon plaisir du maire de l'arrondissement. C'est là une interprétation restrictive et tout à fait tendancieuse d'un décret datant de 1974 qui prévoit que « les crèches ont pour mission de garder les enfants pendant la journée de travail de leurs parents ». Les chômeurs à la recherche d'un emploi deviennent, sous Chirac, des inactifs. Pour pouvoir faire les multiples démarches nécessaires, ils n'auront qu'à se débrouiller avec les haltes-gardiennes — lesquelles ont été conçues pour garder des enfants pendant une période très limitée et par conséquent n'offrent pas les mêmes garanties de prestations que les crèches.

H. Missoffe (RPR) a pu

déclarer à cette occasion : « Il faut avoir le courage de dire que les crèches sont une solution trop coûteuse. Il vaut mieux favoriser toutes les formules de rechange comme les crèches familiales, associatives ou d'autres formules de solidarité. » Propos que les membres du gouvernement actuel auraient du mal à contredire, compte tenu de la politique qu'ils appliquent. Pourtant ici, le « réalisme » sur la crise économique sert à justifier des discriminations particulièrement intolérables : une partie des travailleurs, ceux-là mêmes qui subissent déjà durement les effets d'une crise dont ils ne sont pas responsables, vont être encore plus pénalisés, de la manière la plus violente qui soit, sur la personne de leurs enfants.

Des discriminations

Cette mesure scandaleuse a suscité une vive opposition parmi les élus de

gauche. « Vous proposez la régression sociale pour le pays et vous la pratiquez déjà à Paris », a déclaré Georges Sarre (PS). En effet, il suffit de détailler les pratiques et mesures qui régissent le domaine social dans les arrondissements parisiens pour voir le genre de politique que la droite revancharde est capable de mettre en œuvre.

Chirac n'en est pas à une discrimination prêt. Celle qui s'exerce aujourd'hui contre les chômeurs fait suite à celles prises depuis plusieurs mois contre les immigrés, exclus illégalement des secours d'urgence versés par les bureaux d'aide sociale lorsqu'ils n'ont qu'une carte de séjour de trois mois, et contre leurs enfants que l'on refuse d'inscrire dans les écoles maternelles pour les mêmes raisons.

Le jour où le conseil de Paris a adopté le règlement contre les chômeurs, il a d'ailleurs parachevé son dispositif par une autre mesure aussi scandaleuse. Il s'agit de l'allocation que la ville verse aux mères de famille qui quittent leur emploi à l'occasion d'une troisième naissance : cette allocation passe de 1 700 F à 2 000 F. Chirac dame ainsi le pion au gouvernement et à la majorité socialiste qui vient de voter l'APE rémunérée à

partir du troisième enfant. Question salaire maternel, la droite peut faire mieux que la gauche. Et elle en paye le prix.

Une situation de non droit

Le prix, c'est d'ailleurs de supprimer la dite allocation aux familles étrangères, mesure votée dans la foulée... « En encourageant la démographie parisienne, nous œuvrons pour la survie de la nation française », dit J. Chérioux (RPR), adjoint au maire chargé des affaires sociales.

Ainsi la boucle est bouclée. Au nom de l'ordre social et du patriotisme, on installe des parties entières de la population et des travailleurs dans des situations de non droit. Les chômeurs sont des fainéants, les immigrés, des indésirables, et les femmes n'ont qu'à s'occuper de leur cuisine et de leurs biberons...

Pour lutter contre cette gangrène, il est urgent de prendre des moyens radicaux. S'indigner comme le font les élus de gauche est inefficace quand, par ailleurs, le gouvernement à majorité socialiste mène une politique qui caresse la bête dans le sens du poil et qui désarme les travailleurs.

Sonia Folloni



RENAULT

Un plan de lutte unitaire contre l'accord-cadre !

Pour l'ensemble des travailleurs confrontés aux licenciements, quels que soient leur secteur et la taille de l'entreprise, l'accord cadre Renault sur l'emploi prend valeur d'exemple. L'issue de la confrontation entre la direction de la Régie, les syndicats et les travailleurs aura de grosses conséquences nationales sur les luttes pour l'emploi.

L'accord cadre sur l'emploi, présenté par la direction de Renault aux syndicats, prévoit d'abord une place au volontariat pour alimenter des départs au titre d'une convention avec le Fonds national de l'emploi, d'une convention avec l'Office national d'immigration, des aides au départ volontaire, des aides à la création d'entreprises.

Mais la pièce maîtresse n'est pas là. La direction Renault veut obtenir début mai 1985 une « liste nominative des personnes concernées directement » par les suppressions de postes. Comment cette liste serait constituée ? Par des commissions paritaires composées de la direction et de représentants des syndicats signataires de l'accord.

Il s'agit donc de constituer une liste nominative de licenciés dans le cadre d'une cogestion des suppressions de postes entre syndicats et direction.

Les salariés concernés se verront proposés des emplois à l'intérieur ou à l'extérieur du groupe, ou bien un congé formation. Ils auront trois offres auxquelles ils devront répondre en trois semaines. Si le refus des trois offres apparaît, alors c'est la procédure classique de licenciement qui s'applique.

L'accord prévoit même un article stipulant qu'en cas de suppression d'emploi dans « l'entreprise d'accueil extérieure à la RNUR, l'intéressé sera... prioritaire ailleurs pour aller se faire reclasser ! »

Alors, cet accord cadre sur l'emploi, comment l'aborder ? Faut-il considérer que le rapport de forces est si mauvais que les syndicats sont quasiment obligés de signer ? Faut-il admettre qu'en temps de crise, syndicats et travailleurs doivent collaborer avec la direction à l'effort de production et de rentabilisation pour être compétitifs à l'échelle nationale et internationale. Ces deux démarches existent, mais elles sont contradictoires avec la logique de classe, celle de n'admettre aucun licenciement, celle qui consiste à envisager dès maintenant la construction d'un rapport de forces qui aboutisse dans les mois qui viennent

à une mobilisation d'ensemble du personnel de la Régie contre le plan Hanon, contre les licenciements, pour les 35 heures sans réduction de salaires. La situation est difficile, mais il n'y a que deux voies possibles :

- accepter la logique de l'accord-cadre et à la clé les licenciements ;
- ou alors refuser cette logique et se donner tous les moyens pour bloquer le plan de la direction.

Que font la CGT et la CFDT ?

La CGT est le syndicat majoritaire et déterminant au niveau du groupe. De son attitude dépend la réussite ou le capotage de l'accord.

Son attitude, au niveau de la fédération de la métallurgie et de la direction du cartel CGT Renault, semble bien hésitante, là où la position de classe devrait s'imposer d'elle-même. Elle prétend l'absence d'un volet industriel pour ne pas signer, tout en réservant l'avenir de sa place dans les négociations.

Ce que dit Sainjon, secrétaire général de la métallurgie CGT, c'est que « en l'état nous ne signons pas... La vraie question est de savoir si la direction générale a la ferme volonté de corriger sa stratégie industrielle et commerciale. » Même langage employé par J.-L. Fournier, délégué central CGT : « sans volet industriel ni changement de la stratégie, des milliers de licenciements chez Renault ».

Ainsi la logique syndicale de classe est inversée. La direction CGT fait dépendre l'emploi d'une stratégie industrielle qui ne peut être fondée dans le système actuel que sur le profit. La raison de la non-signature se fait au nom de la reconquête du marché intérieur, de la création d'activités nouvelles, pour créer des emplois. Imposer une nouvelle stratégie, devient l'objectif numéro un de la CGT. Aussi entend-elle faire sauter la date-couperet du 21 décem-

bre pour se ménager une porte de sortie différente.

On le voit, signer ou ne pas signer, cela ne résume pas la question. Ne pas signer sans mobiliser le personnel pour la défense de l'emploi et contre l'accord, ne pas signer mais axer la démarche syndicale sur les contre-propositions industrielles de gestion de la firme, n'est-ce pas une autre forme d'acceptation de la logique patronale en temps de crise ?

Quant à la CFDT, elle n'a pas encore rendue publique sa position, mais elle semble en proie à un débat fondé sur un réalisme rendu obligatoire par le mauvais rapport des forces.

Quel doit être le rôle des syndicats

Le problème central posé par la lutte de Talbot au début de l'année se retrouve posé à Renault. Faut-il ou non accepter le moindre licenciement, même si la direction y met les formes ? Faut-il accepter de classer les ouvriers et employés en licenciés et non licenciés ? Est-ce le rôle du syndicat de participer à des commissions d'établissements faisant ce tri odieux ?

Non, ce n'est pas le rôle d'un syndicat indépendant du patronat que de se livrer à cette cogestion des licenciements. Supprimer des emplois au nom de la rentabilité patronale c'est en soi inadmissible. Ce refus est le seul point de vue de classe possible auquel tout est subordonné.

Accepter que les syndicats avalisent cet accord, soit par leur signature, soit par leur passivité, c'est admettre qu'ils participent à l'ouverture d'une brèche gigantesque contre l'emploi à Renault, qui sera suivie de licenciements massifs pour lesquels la direction, forte de la neutralité syndicale, ne prendra plus de gants.

Non seulement les syndicats ne doivent pas signer, mais ils doivent expliquer à l'ensemble du personnel, et dans l'unité, la nocivité pour l'emploi de cet accord. La seule opposition possible à cet accord, ce n'est pas une démarche d'amendements, de retouches mineures, mais une opposition frontale qui suppose la mobilisation d'ensemble du personnel pour l'emploi, pour les 35 heures sans réduction de salaires, pour le contrôle des travailleurs et de leurs organisations de la Formation professionnelle, cela sans aucun licenciement !

Ce que propose la LCR

Il s'agit bien de bloquer la spirale des licenciements en mettant en échec cet ac-

cord. D'abord en exigeant qu'aucun syndicat ne signe. Mais aussi et surtout, à l'étape actuelle, en avançant un véritable plan de mobilisation de l'ensemble des travailleurs contre les licenciements, et pour les 35 heures sans réduction de salaires.

Il ne s'agit de tromper personne. S'opposer frontalement à cet accord, c'est préparer immédiatement une lutte pour gagner sur l'emploi. La détermination de la direction n'a d'égale que sa rouerie pour tenter de masquer, par cet accord, son intention de licencier massivement. Face à un tel projet, la totalité des forces ouvrières doit être mobilisée dans l'unité.

L'objectif d'une telle lutte, qui peut aller jusqu'à la grève générale pour l'emploi, c'est imposer à la direction le retrait total de son plan, la garantie de l'emploi, l'application des 35 heures. Cet objectif est radicalement contradictoire avec la politique de Fabius-Mitterrand, qui encouragent Hanon dans ses basses œuvres. Quand on affronte la direction de la Régie, le gouvernement n'est pas loin derrière pour la soutenir.

Ce qui se prépare à Renault c'est une bataille de grande ampleur. Elle sera longue, difficile, mais en tirant les leçons de la grève des mineurs anglais et des fonctionnaires belges, les travailleurs de la Régie doivent aujourd'hui s'y préparer.

Jean Lantier
François Ollivier

Vient de paraître

Critique Communiste
revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(Section française de la IV^e Internationale)

36
décembre 84 14 fr.

Sommaire

Nouvelle-Calédonie :
aux côtés des indépendantistes

«Kremlin-PCF»
Les notes de Kanapa

ECOLE :

HIÉR LA «RENOVATION»
AUJOURD'HUI LA «RESTAURATION»

Quand Lutte ouvrière attrape le tournis

Notes sur l'écrivain révolutionnaire
Denis Diderot (I)

FNAC

Le solde provisoire de la lutte

Au terme d'actions déterminées, le personnel de la FNAC SA (région parisienne) sauvegarde l'essentiel de ses acquis. La direction générale de la FNAC visait haut. Elle en a rabattu, à cause de la lutte d'un personnel uni et mobilisé.

Ce que voulait faire la direction générale du groupe FNAC, dans la société FNAC SA (les établissements parisiens), c'était appliquer la politique en vigueur dans les autres secteurs (comme FNAC relais). Il s'agissait de déconnecter l'évolution des salaires d'avec la hausse du coût de la vie. En effet, les comptes d'exploitation des autres sociétés font apparaître un gain de rentabilité du fait de cette politique salariale.

Pour parvenir à ses fins, la direction générale voulait passer par une période de transition fin 1984. Seuls étaient affectés les salaires

inférieurs à 6 200 F, auxquels elle enlevait la méthode de calcul fondée sur l'ensemble des indices des prix (INSEE CGT FO UNAF) pour ne retenir que le seul indice INSEE agrémenté d'un « généreux » 1 % sur la prime de rattrapage de fin d'année. Pour les 80 % du personnel, rien n'allait changer dans l'année à venir.

Mais la direction avait une ambition un peu trop grande en regard du rapport de forces. Elle voulait liquider le mécanisme d'indexation, elle prétendait introduire les augmentations au mérite individuel, et n'envisager aucune évolution collective des salaires pour 1986.

Mais voilà, le personnel et les syndicats veillent...

Un pas en arrière de la direction

Vendredi 7 décembre, l'établissement Forum est en grève. Il apparaît que des négociations sont susceptibles de se réouvrir, ce qui dénote un changement de ton après le référé en justice et l'envoi systématique d'huissiers.

Le lendemain, samedi 8 décembre (les samedis sont plus qu'importants pour le chiffre d'affaires, surtout en décembre), les négociations s'ouvrent après les assemblées générales qui eurent lieu dans tous les établissements de FNAC SA.

Ce qui est alors obtenu n'est certes pas une victoire (à savoir un retour à l'évolution des salaires fondée sur un calcul en niveau mensuel moyen basé sur le cocktail des indices des prix existant) mais c'est indiscutablement un recul de la part d'une direction à l'appétit plus gros que le ventre.

Le gel des sanctions et des poursuites judiciaires est annoncé.

Le respect de la convention d'entreprise FNAC SA est réaffirmé, donc l'essentiel des acquis est sauvegardé, notamment ceux concernant le temps de travail, (37 heures hebdomadaires).

Concernant la politique



Publicité de la FNAC, on pourrait ajouter : « Et gaz carbonique pour les salaires ».

salariale, la direction générale s'engage à donner un coup de pouce aux bas salaires, le pouvoir d'achat devait de toute façon être maintenu jusqu'à fin 1985.

Pour l'année 1986, la direction générale s'engage au maintien intégral du pouvoir d'achat, calculé sur la base de l'indice INSEE, et ce pour le plus grand nombre. Les bas salaires progresseront sur la base de l'indice INSEE. C'est sur la base de l'année 1986 que l'évolution sera calculée, afin d'éviter les effets

reports et autres glissements en masse annuelle moyenne. Enfin les négociations pour 1986 s'ouvriront en 1985.

Conclusion provisoire

Tout n'a donc pas été préservé, mais l'essentiel est sauvegardé, comparé aux ambitions patronales.

La mobilisation d'un personnel dont seule une minorité était concernée par des pertes salariales immédiates

démontre un niveau de compréhension des attaques patronales, un degré de détermination pour la défense des acquis, qui ont permis une issue positive au conflit de fin 1984.

Chacune et chacun sait, à la FNAC région parisienne, que rien n'est jamais définitivement acquis en régime capitaliste. L'an prochain s'ouvrira un autre chapitre de la lutte.

Mais obtient-on jamais rien que par la lutte ?

Jean Lantier

SIDERURGIE LONGWY Ras'l'bol des emplois bidons !

La première visite officielle à Longwy, jeudi 6 décembre, de « monsieur le préfet délégué au redéploiement industriel », Jacques Chérèque, n'a pas été de tout repos. Censé apporter des solutions au problème de la liquidation en cours de la sidérurgie lorraine, il est venu proposer cent dix-neuf emplois à Villerupt, et trois cent huit à Villers-la-Montagne... d'ici 1987 ! C'est maigre quand on sait qu'il y a quatre mille chômeurs sur le bassin de Longwy Villerupt et que le 20 décembre, c'est la fermeture du train à feuillard de Rehon (là d'où sont parties les actions dures du plan acier en avril dernier).

C'est pourquoi trois cents travailleurs sont venus lui demander des comptes lors d'une réunion publique houleuse (la CGT avait appelé à manifester). La déception et la colère des sidérurgistes s'est exprimée sans détour : « On en a marre des emplois bidons, on en a marre des promesses, les mois, ça suffit. » La CGT avait appelé seule à « accueillir Chérèque », sans proposer d'action unitaire. La CFDT du bassin, de son côté, affirmait refuser « l'agitation stérile », et l'utilisation de la réunion du comité local pour l'emploi avec Chérèque « à des fins politiques ». Cependant, des militants CFDT étaient présents à la réunion publique d'accueil. Tout cela est dans le ton de la situation à Longwy depuis la marche de la sidérurgie sur Paris d'avril dernier : division, inaction, alors que les plans patronaux s'appliquent. Bien des travailleurs ne peuvent accepter cela plus longtemps.

PTT-PAU Contre les suppressions d'emploi

2 000 suppressions d'emplois sont prévues, dans les PTT, dont 1 700 pour la poste. La direction générale des postes a donné toute directive (plan Daucet, plan Chevalet) afin que les restructurations soient menées tambour battant. A Pau, la recette principale, le personnel a réagi immédiatement lorsque le directeur départemental a voulu supprimer deux postes au service téléphonique, et imposer de nouvelles normes d'évaluation de la charge de travail, lourdes de menaces. A la suite des compte rendus unitaires CGT CFDT FO de négociation avec la direction, il paraissait évident que seule la grève pourrait empêcher les suppressions de poste. Malheureusement, seule la CGT y appela. Mais la volonté de lutte est la plus forte et 70 % des salariés participent à l'heure de débrayage pendant le tri général (le moment le plus important) : syndiqués CGT, CFDT, FO et non-syndiqués débraient tous les jours à l'appel de la section CGT. Celle-ci réitère quotidiennement ses appels à l'unité à la CFDT et FO. Le directeur maintient son refus de satisfaire les revendications. La mobilisation du personnel le fera reculer.

FLEXIBILITE DU TEMPS DE TRAVAIL

Le tapis du CNPF

La dernière séance de négociation entre le patronat et les syndicats sur la flexibilité a lieu samedi 15 décembre. S'il n'y a pas accord, le gouvernement règlera la question par décrets. Sur ce point, la « modernisation » sera sans surprise.

S'il n'était question du CNPF, on penserait : « Ils font durer le plaisir ». La bonne dizaine de séances de négociations sur la flexibilité qui traînent depuis des mois, n'empêche pas le patronat de « jouer les prolongations », de proposer en fin de parcours, avec un sens aigu de la provocation, les mesures que même les syndicats les plus conciliants s'étaient toujours refusés à accepter jusqu'à aujourd'hui.

Une fois n'est pas coutume il est vrai : ce sont les organisations syndicales qui négocient les revendications du CNPF ! L'enjeu est annoncé sans détour par un représentant patronal des PME : « La sécurité de l'emploi est parfaitement illusoire à notre époque et ce n'est pas la loi qui peut l'apporter. »

Faire traîner les négociations, placer la barre le plus haut possible à tous les

avantages pour le CNPF. Des projets d'accords parfumés de flexibilité enfoncez déjà un coin dans les acquis dans certaines entreprises. De Renault (voir ci-contre) à la PME de 20 salariés dont on parle beaucoup moins. Et si les négociations se concluent sans accord, l'affaire sera du ressort du gouvernement. Il devra légiférer : la politique de « modernisation » indique sans ambiguïté le sens dans lequel elle tranchera, celui du patronat. Les organisations syndicales jouent chacune leur partition. Se gardant bien de s'accorder ensemble pour faire taire la vindicte patronale. La pratique des négociations à froid aboutit toujours au même résultat : le patronat joue sur du veulours.

Il n'avait pas digéré, depuis la fin des années trente,

la conquête ouvrière de la durée hebdomadaire du travail, du droit au repos le week-end, du droit de vivre ensemble au même rythme pour tous les travailleurs. Un gouvernement de gauche parviendra-t-il à faire passer à la trappe ce que le Front populaire et les patrons de l'époque avaient dû accorder sous la pression des usines en grève en juin 1936 ?

Seule alternative possible pour tous ceux qui, comme nous, refuseront d'avaliser cette pitulerie : comprendre pourquoi et comment on en est arrivé là. Reconstruire une mobilisation qui fasse cesser les coups de hache que porte le patronat aux statuts sociaux des travailleurs.

M. M.

UNION CARBIDE

Après Bhopal, Béziers ?

Près de trois mille morts déjà, des milliers d'aveugles. La population de Bhopal paie cher les mensonges de la multinationale Union Carbide, qui prétendait pouvoir négliger les mesures de sécurité en Inde. Elle ne peut pas, là-bas, se plaindre d'une « réglementation » trop forte imposée par les luttes ouvrières. Pour illustrer les méthodes de l'Union Carbide et les problèmes posés par la lutte pour la sécurité, rien ne vaut une discussion avec l'intersyndicale CGT-CFDT de l'usine de Béziers, jumelle de celle de Bhopal.

● **Hughette Bouchardeau est venue sur place le lundi 10. Qu'est-ce que cela a donné ?**

On a trouvé sa façon de présenter les problèmes attachante. On a eu l'impression que, pour elle, contrairement à ce qu'on ressent quand on interpelle les politiciens locaux, la démocratie, c'est sérieux. On a été évidemment content de savoir que c'est elle qui a imposé sa visite au patron. On a été sensible au fait qu'elle vienne dans le local du comité d'entreprise, dans l'enceinte de l'entreprise et pendant sa visite, discuter avec l'intersyndicale CGT-CFDT.

Ceci dit, au niveau des décisions de fond, la « loi » de la modernisation est appliquée par Hughette Bouchardeau. Comme la Littorale est l'usine la plus sophistiquée de la région, les mesures qu'elle a prises visent à permettre un redémarrage d'ici un à deux mois (1).

● **Une usine comme la vôtre, qui a un potentiel de destruction identique à celle de Bhopal est-elle acceptable pour l'environnement ?**

Cinquante-cinq mille litres de méthyl-isocyanate (MIC), gaz indien, représente un danger comparable. On est conscient aussi que les lésions nerveuses et pulmonaires, les malformations des enfants à naître, sont sans aucun doute un crime contre l'humanité perpétré par la multinationale Union Carbide Corporation.

Pour nous, le problème de la sécurité de l'usine de Béziers est un acquis de notre grève de 1977. C'est un acquis assez cher payé : sur dix membres du comité de grève de 1977, sept ont été licenciés ou démissionnés dans l'année.

Les travailleurs de la Littorale sont extrêmement attachés à l'idée que la sécurité est contrôlable, parce que l'essentiel des mesures de sécurité prises à Béziers qui, à nos yeux, ont peut-être évité que Bhopal se

produise chez nous, ce sont les travailleurs qui les ont imposées. Collectivement, les travailleurs sont assez légitimement fiers de savoir que c'est nous qui sommes les garants de la sécurité du quartier voisin, La Devèze. Ceci dit, sur le fond, il se peut que nous nous trompions : mais c'est la logique des conquêtes partielles : quand une collectivité de travailleurs exerce une petite parcelle de contrôle ouvrier.

● **Le PS local veut la fermeture de l'entreprise. Le maire RPR aussi. Le conseiller général du canton parle de reconversion. Quelle est votre attitude ?**

Nous trouvons que des PPL (petits politiciens locaux) préparant les cantonales sont des animaux implacables et totalement irresponsables, incohérents avec leurs positions passées. Par exemple, en 1977, le RPR était opposé à notre lutte et le PS ne nous a pas beaucoup aidé. Mais aujourd'hui on remarque que la Chambre de commerce de Béziers ne verrait pas d'un mauvais œil que les ouvriers de la Littorale, qui sont payés 1 500 F de plus par mois que la moyenne des travailleurs bittérois soient mis au chômage : parce que nous exerçons une pression au niveau des salaires. Ensuite, quelques personnes réclament la fermeture de la boîte à cause de la règle des huit cents mètres : édictée par Tazieff pour les entreprises qui présentent un risque technologique majeur, elle interdit de construire des habitations et contrarie des projets juteux autour de l'entreprise, par exemple, une « zone d'aménagement concertée » comportant un casino... Tout cela fait une convergence d'intérêts contre nous : les cantonales, les petits patrons qui nous jugent trop payés, les candidats à la spéculation immobilière !

● **Ce qui avait fait la force de la lutte de 1977, c'est l'existence d'un lien concret entre des comités de quartier, soit la CSCV**



En 1977, les travailleurs de La Littorale à Béziers ont dû faire plusieurs jours de grève pour imposer des mesures de sécurité à l'Union Carbide.

(Conférence syndicale du cadre de vie) soit un comité de lutte contre la pollution et les syndicats. Aujourd'hui, les liens semblent rompus puisque la CSCV réclame la fermeture de l'entreprise. Qu'en pensez-vous ?

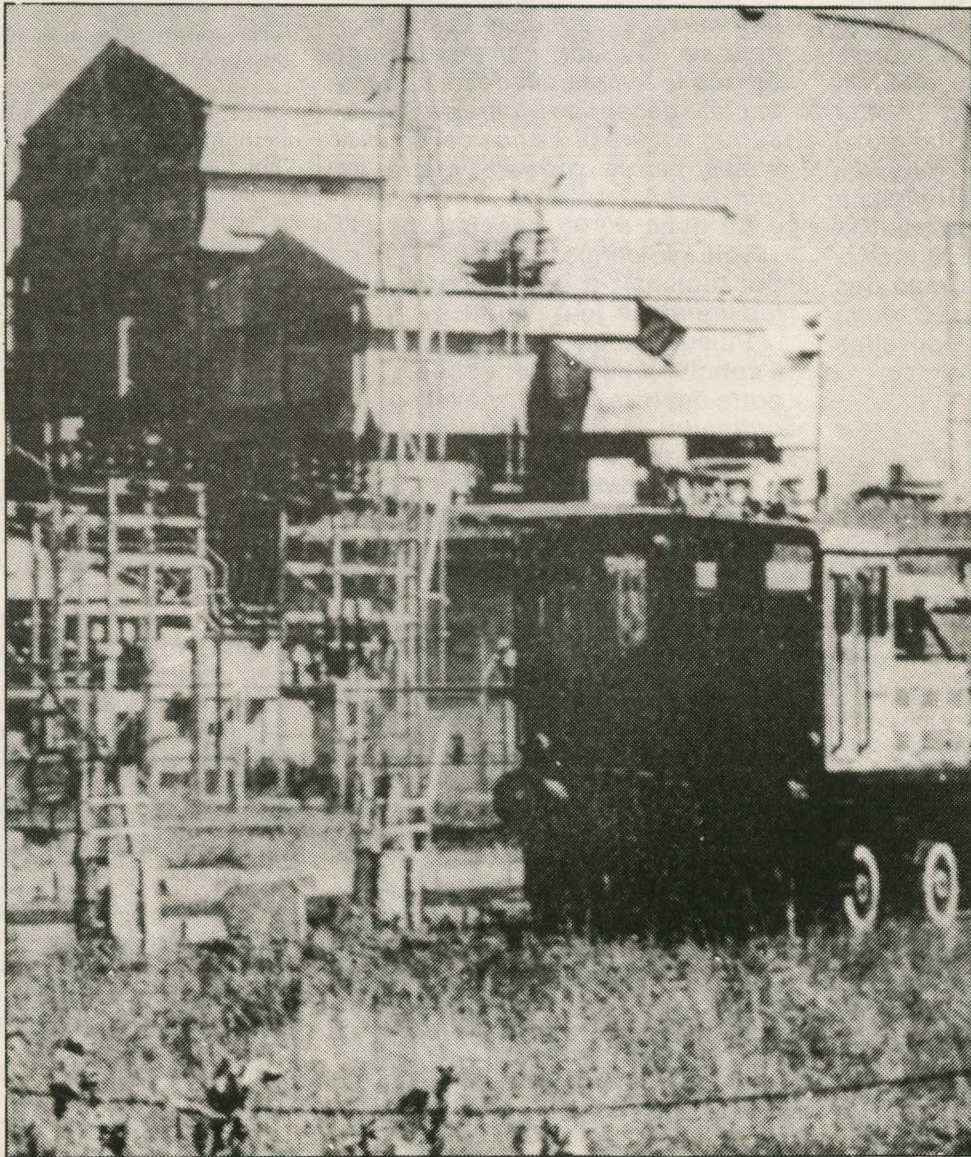
Pour nous, en tant que syndicalistes ouvriers, on estime que les comités de quartier, CSCV ou autre,

n'ont pas de cohérence minimale parce qu'ils n'exercent pas une présence et une intervention régulière. Ils ne garantissent pas non plus que les décisions qu'ils prennent correspondent à celles de porte-parole d'adhérents qui cotisent un minimum, comme toute structure démocratique normale. Les comités de quartier, a dit un copain, sont un peu comme un bouchon au

fil de l'eau... On est conscient qu'ils sont peut-être touchés par la crise du militantisme.

Ceci dit, il faut quand même souligner que nous avons maintenu la revendication de quatre détecteurs qui contrôlent la périphérie de l'usine : mercredi dernier, le patron a d'ailleurs lâché cette revendication, que nous rappelions depuis 1977.

En Inde, la multinationale était libre d'agir à sa guise.



● **La catastrophe de Bhopal met en évidence les risques à long terme de ce « gaz indien ». Pourquoi les travailleurs de la Littorale, apparemment mal informés sur sa toxicité ne se sont-ils pas mis en grève pour exiger de nouvelles mesures de sécurité ?**

En 1977, les dirigeants du trust et de l'usine expliquaient que le stockage de MIC à l'air libre était la meilleure chose qui soit. Oui, à l'air libre ! C'est hallucinant. Mais ils prétendaient que le gaz réagissait immédiatement avec l'air pour produire un produit beaucoup plus acceptable, l'urée. A la lumière de ce qu'est Bhopal, comment ont-ils pu nous dire ça ? Nous connaissons donc la capacité de bluff scientifique de ces messieurs. On pense qu'on les obligera à modifier leur point de vue ; avec le CHS-CT, on fera venir le toxicologue de Gand qui a attiré notre attention sur la toxicologie à long terme et on l'emmènera à la Devèze également. On prévoit aussi d'envoyer un syndicaliste de l'usine enquêter à Bhopal. On obligera la direction à trouver un détecteur à 0,02 ppm comme seuil de tolérance (2).

● **Pourquoi n'envisagez-vous pas la reconversion de la production de l'usine ?**

Hier, l'un d'entre nous a dit à Hughette que nous préférons fabriquer des chocolats ! Il est évident que nous ne sommes pas du tout attachés au type de produit que nous fabriquons. Nous savons que nous fabriquons un produit au fond inutile : les betteraves sur lesquelles on applique cet engrais donnent quatre-vingt tonnes à l'hectare au lieu de soixante sans ce produit. Quand on en discute entre nous, pas seulement entre syndicalistes mais avec les ouvriers, on espère que le socialisme que nous voulons nous reconvertera vite fait.

Mais nous sommes tout à fait conscients, en voyant comment le gouvernement traite les mineurs de fer de Lorraine, que ce n'est pas le moment de demander à ce gouvernement-là de nous reconverter. Toutes proportions gardées, on préfère se colleter avec la multinationale et agir pour exercer des parcelles de contrôle ouvrier sur la sécurité.

Propos recueillis par Georges Pech

1. Interruption temporaire des livraisons de MIC en provenance des USA, enquête de sûreté extrêmement approfondie par le Commissariat à l'énergie atomique, pleins pouvoirs au CHS-CT.
2. Soit deux parties par million.

A PROPOS DE LA STRATEGIE DU PCF

Une réponse de Lutte ouvrière

Dans le dernier numéro de *Rouge* du 23 novembre, Jean Lantier entame une discussion avec notre organisation par un article intitulé : « Lutte Ouvrière et la nouvelle « stratégie » du PCF ».

En fait, il s'agit moins d'un article de discussion que d'une information pour le moins originale. Un scoop, pour tout dire.

Ceux parmi nos lecteurs réguliers qui lisent aussi *Rouge*, comme la rédaction de LO elle-même, auront en effet appris dans cet article, avec une certaine surprise il est vrai, que la politique de notre organisation venait de s'infléchir pour adopter en substance le nouveau cours suivant :

1) « Précéder le virage du PC vers les luttes » et « l'aider dans cette tâche, tant elle est profitable pour la masse des travailleurs combattifs et des militants ouvriers ».

2) « Relativiser l'orientation qui donnait la priorité absolue aux comités de grève... » « Lutte Ouvrière reconnaît désormais l'importance de luttes animées par ces dirigeants syndicaux CGT, « fers de lance » de la remobilisation.

La pratique militante doit s'y adapter. Au lieu de s'accrocher systématiquement à la création de comités de grève, il faut aider les militants PC et CGT... »

Bigre, le virage serait d'importance. Voilà donc que prenant prétexte d'un cours plus combatif du PC après sa sortie du gouvernement, LO, à l'image de ce qu'elle reprochait aux autres organisations trotskystes, se mettrait elle-même à raccrocher son modeste wagon au train des appareils réformistes et stalinien, au PC et à la CGT en l'occurrence. Nul doute, dans ces conditions, que l'extrême-gauche en soit tourmentée et les rôles inversés, la LCR sous la plume de Lantier reprenant bravement le flambeau des comités de grève relégués désormais chez LO au magasin des accessoires, ainsi que celui de la critique sans faille de la stratégie des appareils. Table rase des vieux désaccords entre LO et la LCR. Les divergences nouvelles sont arrivées.

Evidemment, nos lecteurs fidèles doivent se demander à quelles sources privilégiées le rédacteur de *Rouge* a puisé ces informations étonnantes dont ils ont eux-mêmes été frustrés par la rédaction de LO. Eh bien non, il n'y a pas de sources réservées. Jean Lantier a simplement lu, lui aussi, un numéro de LO, et à l'appui de ses révélations il invoque tout bonnement un article paru dans LO le 25 octobre, intitulé : « Les révolutionnaires confrontés à la nouvelle stratégie du PCF », que tout un chacun a pu lire, comme lui. Le mystère de ces révélations tient simplement au fait que si nos lecteurs habituels se contentent de lire ce que nous écrivons, Jean Lantier, lui, a réussi à faire remonter à la lumière l'inconscient politique de LO, exprimer tous les « non-dit » tapis entre les lignes

publiées et est parvenu de cette façon à comprendre à peu près l'inverse de ce que nos lecteurs ordinaires avaient cru lire.

Afin de permettre à nos lecteurs d'apprécier le travail de découpage laborieux et d'interprétation tendancieuse réalisé par Jean Lantier à partir de cet article de LO, nous nous permettons de mettre leur patience à l'épreuve en confrontant sur l'essentiel la lecture façon Jean Lantier, et la lecture honnête, ordinaire.

Lecture Lantier :

« La conclusion essentielle d'une telle analyse est donnée par l'auteur de l'article : « En fait, les intérêts de la direction du PC et ceux des travailleurs ne sont pas obligatoirement contradictoires : tout dépend du niveau des luttes » (...). Donc un PCF qui possède une base ouvrière substantielle, et qui se donnerait pour but de remobiliser la classe ouvrière, ce serait tout bénéfique pour les travailleurs et les militants ouvriers révolutionnaires ».

Lecture ordinaire :

La remarque citée par Lantier : « En fait, les intérêts de la direction du PC... » et qu'il caractérise de « conclusion essentielle » arrivait à mi-article, au milieu d'un paragraphe qui commençait par : « Mais les travailleurs ne vont se battre qu'en partie pour eux-mêmes » et qui se concluait par : « Mais si les luttes se développent, si les travailleurs reprennent confiance en eux (...) le danger est que la direction du PC trouve « qu'il faut savoir terminer une grève » (...) Et cela, c'est le danger principal qui menace les travailleurs, car cela se traduirait immédiatement ou dès le lendemain des élections par une déception et une démoralisation encore pires que celles suscitées par la pseudo-victoire de juin 1981 ».

Là donc où le rédacteur de LO voyait « le danger principal », Lantier ramenait à la surface d'entre les lignes un tout bénéfique.

Puisqu'on en est d'entrée aux « conclusions essentielles » de notre analyse, passons à la lecture ordinaire de la conclusion finale de l'ensemble de l'article de LO :

« Il faut comprendre vite, car la classe ouvrière française ne résistera pas à de nouvelles désillusions (...) Il est temps que (les travailleurs révolutionnaires) se ressaisissent et comprennent que leurs seuls alliés possibles dans cette période seront les travailleurs les plus combattifs eux-mêmes, mais qu'il est tout juste temps de donner la possibilité à ces derniers d'organiser leurs luttes de façon à en tirer le juste profit, avant que le PC les enchaîne à son char électoral ». Point final.

Le lecteur ordinaire aura compris que LO conclut de son analyse qu'il est d'autant plus urgent pour les militants révolutionnaires de se mettre en situation d'arracher la direction des luttes aux stalinien quand bien même ceux-ci les auraient suscitées au départ. Jean Lantier, lui,

apprend aux lecteurs de *Rouge* qui n'auraient pas d'autres sources d'information, que LO en conclut qu'il faut désormais « aider le PC dans sa tâche », tant son virage vers les luttes est « profitable pour la masse des travailleurs combattifs et des militants ouvriers ».

Lecture Lantier :

« La première conséquence d'une telle analyse est de relativiser l'orientation qui donnait la priorité absolue aux comités de grève (...). Cette fois, dans l'article de l'hebdomadaire, les comités de grève sont présentés comme un objectif particulièrement difficile à atteindre : « Mais cela ne se fait pas tout seul. Les travailleurs n'ont pas le temps d'apprendre au cours même des luttes comment il faut faire. On l'a vu à Talbot... » (...) Au lieu de s'accrocher systématiquement à la création de comités de grève, il faut aider les militants PC et CGT « auxquels leur direction n'a pas encore réussi à insuffler confiance et dynamisme, à prendre le tournant décrit plus haut ».

Lecture ordinaire :

La citation reprise par Lantier « Mais cela ne se fait pas tout seul... on l'a vu à Talbot... » se terminait de la façon suivante : « On l'a vu à Talbot, lorsque les travailleurs de la CGT se sont sentis trahis par leur direction syndicale et ont cherché à créer un comité de grève : ils n'ont pas su comment le créer, comment le mettre en place, comment le faire fonctionner. Ils n'ont pas trouvé, ni parmi eux, ni autour d'eux, des militants ayant cette volonté ou cette expérience et susceptibles de les aider à la réaliser ».

Le lecteur ordinaire aura compris que le rédacteur de LO déploierait précisément qu'à Talbot ne se soit trouvé aucun militant révolutionnaire parmi ou autour des ouvriers déçus, ayant l'expérience ou la volonté d'aider à créer ce comité de grève. Lantier, lui, annonce à qui veut le croire que LO, désormais, déclarerait que les comités de grève étaient secondaires... puisqu'ils ne se font pas tout seuls !

Alors, de deux choses l'une. Ou bien Jean Lantier est un fervent adepte de la lecture trop rapide. Mais s'il a cru ainsi accélérer la discussion politique entre nos deux organisations, il ne contribue guère à la faire avancer ! Ou bien, à la manière de ces critiques d'art néophytes qui rajoutent d'abord des moustaches à la Joconde pour déclarer ensuite qu'elle était sans doute un homme, Jean Lantier a crayonné au préalable une fausse barbe et des lunettes noires à l'analyse de LO, pour pouvoir ensuite la démasquer plus aisément ! C'est, certes, un procédé polémique fort employé, mais qui n'a pas encore fait la preuve qu'il favorisait la réflexion politique de l'utilisateur.

Alors, effectuer un puéril montage de citations tronquées, entre-

coupées d'interprétations erronées, pour arriver à faire dire à un texte le contraire de ce qu'il exprime, est un procédé qui malheureusement porte un nom dans la littérature du mouvement ouvrier. Cela ne contribue pas à persuader nos camarades que, comme nous l'écrivait la Ligue par ailleurs, nos rapports tranchent par leur honnêteté sur les mœurs généralement en vigueur dans le mouvement ouvrier actuel.

Ce type de méthodes est indigne du respect qu'un rédacteur de *Rouge* devrait avoir pour ses lecteurs, car c'est à eux qu'il nuit, car c'est eux qu'il peut tromper. Pas nous ! Mais si cela nous choque, c'est parce que cela nuit à l'ensemble de notre mouvement.

Alors, nous serons sérieux pour deux, et nous considérons cet article comme nul et non avvenu, et certainement pas comme une contribution à la discussion entre nos deux organisations.

S'il veut participer à cette discussion, sérieusement, et pour les camarades de LO et pour ceux de la LCR, le camarade Lantier devra changer de méthodes. Parce que la discussion politique sur ce que doit être notre intervention à l'heure actuelle dans la classe ouvrière, nous devons l'avoir.

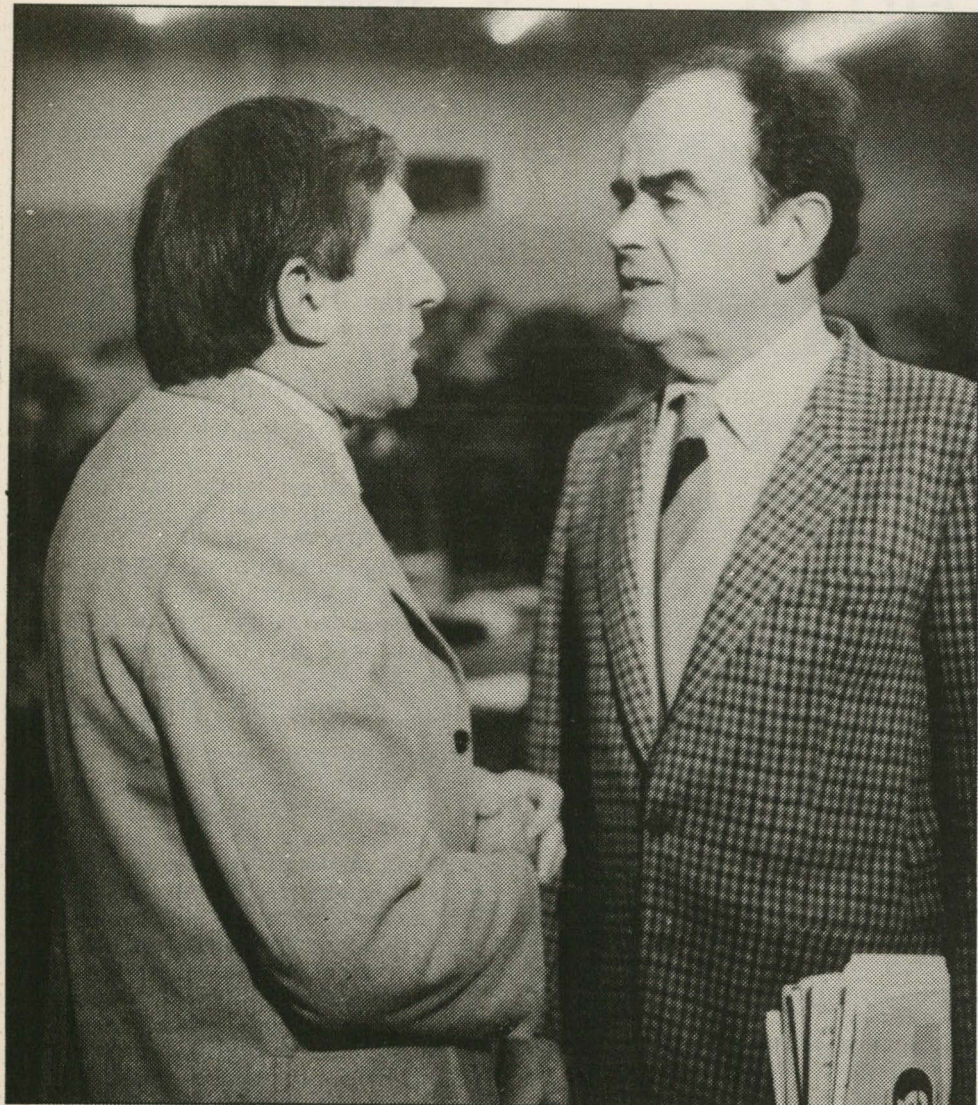
Et en trafiquant volontairement ou pas le sens d'un texte, en prétendant en rendre compte (car il ne s'agit pas là d'une erreur d'interprétation, tout le monde pourra en être juge), Lantier ne fait que masquer le domaine où la discussion du problème posé par notre article devrait se conduire. Lantier aurait-il déplacé la divergence pour mieux cacher là où elle se trouve ? Nous ne le croyons pas si machiavélique. Le fait de n'avoir pas compris n'excuse pas ses procédés, mais c'est sans doute de cela qu'il s'agit.

Car le problème, celui qu'il faudra discuter, et que Lantier n'arrive tout simplement pas à imaginer, c'est que quand nous nous contentons de décrire les objectifs actuels du PC et de la CGT, nous ne soyons pas tenaillés par un besoin urgent de choisir une centrale contre une autre.

Et pourtant non ! Nous ne nous soucions pas de cela. Car il se trouve que notre unique préoccupation politique est d'indiquer aux militants ouvriers révolutionnaires confrontés dès aujourd'hui dans les entreprises au virage du PC, et à ceux qui le seront dans les mois à venir, une politique qui leur permette d'intervenir de façon autonome. AUTONOME, oui, nous le répétons à l'intention de Lantier.

Car c'est exclusivement de cette intervention autonome que nous discutons tout au long de l'article de LO, comme la plupart de nos lecteurs l'avaient évidemment compris. Mais il faut croire que l'intervention autonome de militants ouvriers révolutionnaires pour arracher la direction des mouvements revendicatifs au PCF est un concept trop exotique pour Lantier, lui qui ne réussit pas à s'en rendre compte quand il en est question sur deux pages.

Roger GIRARDOT



Le point de vue de la LCR

A la lecture de l'article de « Lutte ouvrière » du 1^{er} décembre, il semble qu'il y ait une divergence sur l'interprétation de la nouvelle tactique du PCF et de la CGT. Divergence, ou bien malentendu, la suite du débat le dira. Tout militant de bon sens n'y verra rien de bien dramatique.

Que deux organisations ayant des rapports privilégiés débattent publiquement, quoi de plus normal. En somme, la forme et le ton employés par Roger Girardot paraissent hors de propos, disproportionnés en regard du débat lui-même. Il est nécessaire de revenir à cette discussion en gardant son sang froid, son self-contrôle, comme on dit...

1. Le texte d'orientation paru dans *Lutte ouvrière* du 27 octobre, indique-t-il oui ou non que « en fait, les intérêts de la direction du PC et ceux des travailleurs ne sont pas obligatoirement contradictoires : tout dépend du niveau des luttes » ? Oui, à l'évidence. Si le PCF peut être amené à diriger des luttes, au bout du compte, seuls subsisteront pour la détermination de son comportement ses intérêts particuliers d'appareil. Ayant géré l'austérité au gouvernement, la direction Marchais est discréditée dans ses propres rangs. Il n'est pas du rôle des militants révolutionnaires de la valoriser à ce point.

2. Le texte du 27 octobre formule-t-il le pronostic que « le PC, la CGT et leurs militants peuvent aller très loin sur le terrain des luttes, y compris les généraliser, y compris, à l'extrême pourquoi pas, préparer une grève générale illimitée » ? Oui, tout militant de LO peut le trouver dans son journal. Cette hypothèse est erronée. Les déclarations de Henri Krasucki à Bordeaux, le 5 septembre, (« 2 millions de travailleurs dans la rue, pourquoi pas ? ») ou celles d'Aurillac, le 30 novembre, (« Il faut une grève nationale ») ne trouvent aucune concrétisation au cours du dernier trimestre 1984. Face aux licenciements de Creusot-Loire, à ceux de Renault, la CGT et le PCF ne lancent pas un tel mouvement. Ils lient luttes locales et

négociations centrales avec leurs contre-propositions cogestionnaires.

3. La double page de *Lutte ouvrière* contient-elle, oui ou non, la méthode recommandée par LO, disant que « le seul moyen de contester au PC la direction, des luttes à venir, c'était de prendre les devants, là où les militants du PC n'avaient pas pris le virage. D'autres sont partis du point de vue erroné que la CGT ne voulait rien faire d'autre qu'un mouvement sans lendemain ». Oui, une nouvelle fois.

LO recommandait bien à ses militants de prendre les devants du tournant du PCF. LO s'est trompée sur le 25 octobre, en n'apportant que des critiques mineures aux formes d'action adoptées par la CGT le 25 octobre. D'où une situation difficile pour ses militants à chaud, dans la grève, et après quand cette affirmation ne s'est pas trouvée confirmée par la vie elle-même. Cette erreur persistante est d'autant plus difficile à soutenir que l'aspiration des travailleurs au mouvement d'ensemble s'est heurtée à cette action avancée par la CGT. Il fallait bien au cœur du 25 octobre, partir de ce qui était objectivement nécessaire pour les fonctionnaires, une grève générale contre la politique de Le Garrec et Fabius, participer au mouvement sur cette base, ne créer aucune illusion qui démobilise proportionnellement à son impact dans les rangs des travailleurs.

4. LO expliquait-elle oui ou non dans son article du 27 octobre que « dans les quelques jours qui ont précédé le 25 octobre, tout comme dans les mouvements de Renault, on a pu voir que les militants des organisations d'extrême gauche, ceux de

Une fête de la LCR à Nancy

Samedi 8 décembre les fédérations de Lorraine et des Vosges de la LCR organisaient une fête à Nancy en présence de notre camarade Krivine. Commissions, débats, meeting central et musique, pendant une après-midi et une soirée, plus de trois cents personnes se sont retrouvées à la Maison des jeunes. Une affluence beaucoup plus grande qu'on ne pouvait escompter et qui témoigne du développement récent et de la place de la LCR dans cette région.

De très nombreuses associations d'immigrés, des organisations politiques allant du PSU à la FA en passant par la Gauche autogestionnaire étaient présentes et tenaient des stands. Deux commissions connurent une affluence particulière : celle sur les immigrés et celle sur la situation au Nicaragua. Le meeting central quant à lui se termina par un long débat où furent notamment abordés les problèmes de la Nouvelle-Calédonie et la proposition de la LCR d'aider à la

construction d'une gauche anticapitaliste. L'accord réalisé avec la Gauche autogestionnaire bien implantée dans la région devrait permettre d'avancer rapidement sur cette voie.

Au cours du rassemblement plusieurs personnes ont demandé à rejoindre la LCR.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur les meetings qui se sont tenus à Louviers, aux Mureaux, à Limoges et à Tours.

Un communiqué commun entre la LCR et la Fédération de la gauche autogestionnaire Lorraine-Champagne

Le 5 décembre, une rencontre a eu lieu, à Bar-le-Duc, entre la coordination de la Fédération de la gauche autogestionnaire Lorraine-Champagne et des représentants des directions nationale et régionale de la Ligue communiste révolutionnaire.

Cette réunion a donné lieu à un échange de vue sur la situation politique et la nécessité pour les travailleurs d'opposer leur mobilisation unitaire aux attaques patronales et à la politique d'austérité du gouvernement.

En fonction de leurs convergences politiques sur ces questions, les deux organisations ont décidé

de lancer en commun un appel aux militants ouvriers et travailleurs. Pour affirmer que, loin de céder à la démoralisation et au désarroi, il est nécessaire de débattre et de se mobiliser, afin de riposter à l'offensive capitaliste relayée par la politique gouvernementale actuelle.

Cet appel propose d'agir dans l'unité sur un certain nombre de thèmes :

- Le combat contre le chômage et les licenciements ;
- la défense du pouvoir d'achat des travailleurs et de tous les acquis sociaux ;
- la lutte contre la montée du fascisme et du racisme ;

- la solidarité avec le combat des peuples contre l'exploitation néo-coloniale et les agressions impérialistes.

Les deux organisations appellent toutes celles et tous ceux qui partagent ces préoccupations à en débattre et à prendre en compte ces propositions. Elles ont décidé que, dans un premier temps, cet appel sera diffusé largement dans la région Lorraine-Champagne en commun par les deux organisations.

Fédération de la gauche autogestionnaire Lorraine-Champagne Ligue communiste révolutionnaire

LO tout comme les autres, ont pu, pour des raisons en apparence seulement différentes, être surpris par le revirement du PC ? Oui, bien sûr. Mais cette auto-critique à usage interne ne nous concerne pas. C'est LO, pas la LCR, dans son numéro 111 de *Lutte de classe* (avril 1984) qui expliquait que le PCF « n'appellerait pas plus la classe ouvrière à lutter de façon unie contre les offensives patronales et gouvernementales qu'il ne mènerait et ne coordonnerait pas plus les luttes ouvrières. Tout au plus pourrait-il employer un langage plus radical, maintenir sa cohésion interne, le moral de ses militants et la confiance dans la politique du parti ». Ce genre d'affirmation péremptoire ne préparait évidemment pas à la tactique actuelle. Faut-il y voir la raison pour laquelle la direction de LO éprouve le besoin de tordre le bâton dans l'autre sens, avec si peu de nuances qu'elle va de nouveau surprendre ses militants.

5. L'article de LO du 27 octobre mentionnait-il autrement les comités de grève que pour souligner la difficulté de les créer, en disant que « mais cela ne se fait pas tout seul. Les travailleurs n'ont pas le temps d'apprendre au cours même des luttes comment il faut faire ». Nous ne pensons pas que LO abandonne la pratique des comités de

grève. Il apparaissait à travers cet article que la ligne des comités de grève était insuffisante pour répondre à une situation de réveil des militants PCF et CGT dans les entreprises. A la tête de certains mouvements dans certaines entreprises, ces militants posaient à LO la question de l'intervention syndicale, sur laquelle elle ne donne pas de réponses. Ainsi, des luttes sans comités de grève pouvaient être importantes. Luites qu'il ne fallait pas laisser passer, qui prenaient à contre-pied une organisation éduquée autrement.

En conclusion, que LO s'y reprenne à deux fois, et fasse paraître dans son journal du 1^{er} décembre une relecture de ses propres thèses n'ôte rien au texte précédemment paru. Celui-là est erroné par le pronostic infirmé et par le développement ultérieur de l'action de la CGT et du PCF. C'est pourquoi il n'aura sans doute pas résolu les problèmes posés aux militants. Il est du domaine d'une saine tradition politique que d'engager un débat public. D'autant plus que depuis le 27 octobre, date de parution du document de LO, les militants d'entreprise de la LCR et de LO ne se sont pas fait faute d'en discuter loyalement. Peut-on attendre moins de la direction de LO ?

TROIS QUOTIDIENS SUR LE GRILL (2)

Quand Matignon et l'Elysée s'en mêlent

La gauche perd des voix. Les journaux qui s'étaient le plus engagés dans le sens de l'Union de la gauche de la relance et du changement, perdent des lecteurs. Pour enrayer leur déficit, « le Matin » et « le Monde » choisissent d'abord de réduire leurs coûts.

Le plan d'assainissement du *Matin* a été le suivant ; en 1983, réduction de la masse salariale, blocage des salaires, licenciements, modernisation de la fabrication... En 1984, on procède à une nouvelle augmentation du capital, supportée essentiellement par Perdriél et les quelques quatorze mille souscripteurs-actionnaires restants sur les quarante-cinq mille au départ. Aujourd'hui, rien n'est réglé.

Problème quasi identique au *Monde*. Dans un premier temps, on a cherché à améliorer la formule en créant des suppléments. Eché ! Pourtant, rien n'avait été négligé jusque là pour améliorer la modernisation de la fabrication entamée dès 1969, tout comme l'informatisation en 1982 d'un service, essentiel au *Monde*, celui de la documentation. Mais en 1982, la baisse de la diffusion était de 8,87 %. Elle continue aujourd'hui à peu près au même rythme. On envisage donc de recourir aux bonnes vieilles recettes : réduction de la masse salariale, licenciements. On a même parlé de vente de l'immeuble de la rue des Italiens, le *Monde* devenant alors locataire et partenaire de cet immeuble racheté par une société civile immobilière ad hoc. Et puis la menace s'est faite plus précise. C'est dernièrement un véritable ultimatum qu'André Laurens, le successeur de Fauvet à la direction, a lancé aux salariés : ou bien on parvient à un accord ou bien « j'en tire les conséquences personnelles par rapport à la législation des sociétés ». Visiblement, personne parmi les salariés ne semble convaincu de l'efficacité du plan de la direction. D'ailleurs celui-ci a été repoussé par la société des rédacteurs, et Laurens a proposé sa démission. Le consensus salariés-direction risque de voler en éclats. Ainsi, tout comme à *Libération* en 1980, il apparaît que certains verraient d'un œil favorable la venue de capitaux extérieurs, quitte à tordre définitivement le cou au mythe d'une indépendance fondée sur l'association mutuelle des salariés et de la direction à la gestion du journal. D'autres enfin, dont André Laurens, seraient pour un passage du journal au matin. Ainsi, au risque de réduire leur indépendance et d'accroître leur concurrence, le *Monde*, voire le *Matin*, pourraient dans la mesure où des capitalistes s'y intéresseraient, en créant donc les conditions nécessaires et suffisantes à un tel intéressement, s'engager dans la même voie que *Libération*. C'est du moins l'idée qui a germé dans la tête de Perdriél, le PDG du *Matin*.

L'idée de Perdriél est simple. « J'ai besoin d'argent frais pour assainir ma situation financière. J'ai par ailleurs une imprimerie moderne compétitive (PIO) que je n'utilise qu'à 25 % de ses capacités. Premier temps, je la vends. Un imprimeur la rachète à hauteur de 35 % ; les pouvoirs publics y participent pour 35 % également par le biais d'une filiale de la SNEP par exemple : enfin les 30 % restant sont à se partager entre le *Matin* et tous les autres titres intéressés à ce regroupement d'impression : le *Monde*, *Libération*... l'*Humanité*. Deuxième temps : ayant réduit considérablement mon déficit et remboursé une partie de mes dettes, je fais appel à de nouveaux actionnaires. » Selon Perdriél, l'opération aurait été montée avec Jacques Sauvageot, l'ancien gestionnaire du *Monde* et l'actuel directeur de la SNEP et l'appui de Matignon : celui de Mauroy en son temps, puis après quelques

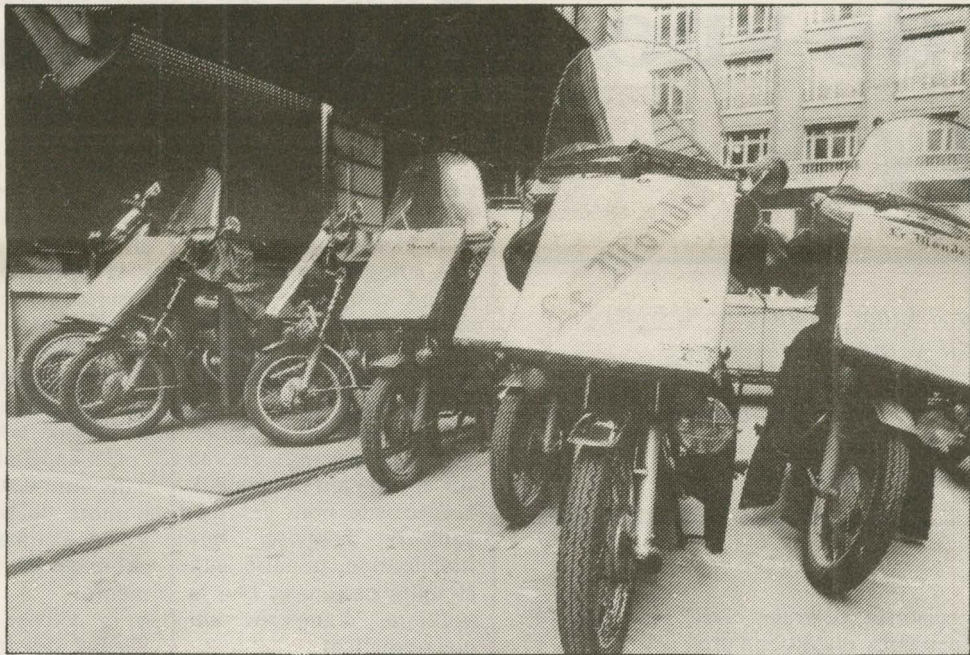
tergiversations, de Fabius. Il ne resterait plus qu'à convaincre les autres partenaires.

Mais à Matignon, tout comme à l'Elysée, on entend d'autres sons de cloche. Si le projet existe bel et bien, il est loin de faire l'unanimité. Certains vont même jusqu'à dire qu'il a été définitivement abandonné au profit d'une opération de rachat pure et simple du titre par l'ancien directeur de la FNAC, Max Théret, celui qui avait déjà tenté en 1981 de racheter *France-soir* à Hersant. Une opération téléguidée par l'Elysée dont Théret est un proche ? On avait pourtant cru comprendre que Li-

bération — qui verrait d'un mauvais œil un renflouement du *Matin* — jouissait de tout l'appui du président. July n'est-il pas le copain de Jacques Attali, le premier conseiller du Prince et rival déclaré de Fabius ?

L'Elysée voudrait-il avoir plusieurs fers au feu en prévision des dures batailles électorales prochaines ? La direction de *Libération* qui a su si bien accompagner et parfois même précéder les tournants de la politique socialiste et qui a toujours besoin de nouveaux capitaux (pour développer sa radio et investir dans la télé privée) pourrait aller, semble-t-il, jusqu'à tester l'intérêt d'autres réseaux que ceux de l'Elysée. Au moment où il est question de cohabitation, quoi de plus naturel que de s'adresser cette fois-ci à la droite et particulièrement au courant qui a aujourd'hui le vent en poupe et qui se regroupe autour de Barre ? Ouf ! Quelle leçon de choses. Mais on apprend que Perdriél dément la vente du PIO et présente l'opération au pool d'impression comme une idée du gouvernement. On attend la suite.

Alex Karol



**Les plus beaux cadeaux
sont souvent des livres
(...achetés à la Brèche)**



librairie diffusion
LA BRECHE

Heures d'ouverture

lundi: de 14h à 20h

de mardi à samedi:
de 12h à 20h

8, rue de Tunis, 75011, PARIS Tél: 367 63 57

**Lundi 24 décembre
Lundi 31 décembre
Nous sommes ouverts de 13 h à 19 h**

Histoire d'une guerre coloniale

● « La guerre commence en Algérie » de Mohammed Harbi, Editions Complexe.

De même qu'on peut parler d'un syndrome vietnamien aux Etats-Unis, il existe un véritable traumatisme algérien en France. Les événements actuels de la Nouvelle-Calédonie l'illustrent parfaitement.

Revenir sur la révolution algérienne est dès lors riche d'enseignements. Nul, mieux que Mohammed Harbi, a contribué à l'histoire de ce mouvement national. Ancien militant du Parti populaire algérien (PPA) de Messali Hadj, puis du FLN, emprisonné à la chute de Ben Bella, exilé en France depuis la fin des années soixante, il a déjà publié de nombreux ouvrages sur cette question. Citons notamment *Aux origines du FLN, le FLN, mirage et réalité, Archives sur la révolution algérienne*. Cette fois, c'est sous la forme d'un livre de poche de deux cents pages, qu'il revient sur un épisode dont il fut l'un des acteurs.

D'un accès facile, d'une lecture passionnante même pour le profane, *La Guerre commence en Algérie* brosse à grands traits le contexte dans lequel éclata l'insurrection du 1^{er} novembre 1954. Quelle était la réalité socio-économique de l'Algérie coloniale, comment se structura le mouvement nationaliste, quels furent ses rapports avec les forces politiques de métropole et plus particulièrement les partis ouvriers : en sept chapitres, plusieurs annexes, une chronologie et de nombreuses biographies, l'ouvrage de Mohammed Harbi s'efforce de répondre à ces questions. Mais l'auteur ne se limite pas à son rôle d'historien. Il tente de mettre en lumière des comportements et des évolutions. « Le lecteur, écrit-il dans son introduction, comprendra aisément pourquoi, tout en donnant sa pleine dimension à l'événement, donc à l'histoire politique, j'ai mis l'accent sur les données structurelles qui ont nourri les mentalités. Sans une telle optique, il serait difficile de saisir pourquoi des hommes dont la résistance force l'admiration n'ont pas su devenir des hommes libres. »

Christian Picquet

Le courage d'un peuple

● « Les Palestiniens, d'une guerre à l'autre », d'Eric Rouleau. Editions La Découverte/le Monde. 72 F

On a trop tendance à oublier le mouvement national palestinien. Après les défaites subies par l'OLP, en 1982 et 1983, face à Israël ou au régime syrien, le combat de ce peuple spolié de sa terre par la colonisation sioniste et nié dans ses droits les plus fondamentaux, ne fait plus les manchettes de la presse.

C'est le mérite de l'ouvrage d'Eric Rouleau, journaliste au *Monde*, que d'y revenir. L'auteur ne fait pas ici œuvre d'historien ou d'analyste. Son travail est avant tout celui du reporter. Il n'empêche qu'au fil des chapitres, il fait fort bien ressortir les grands traits d'un combat courageux mais qui a déjà coûté des milliers de vies humaines.

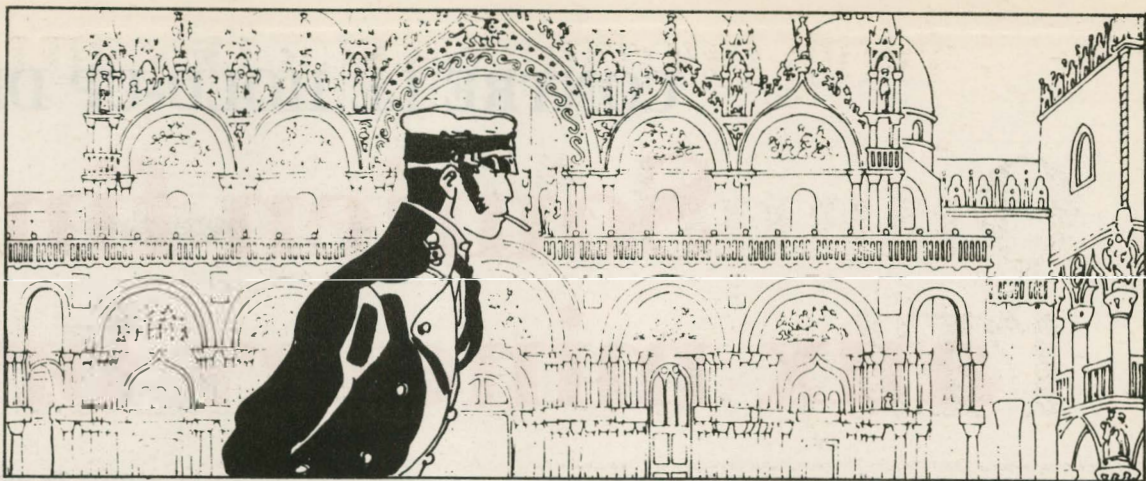
Il décrit une situation d'abord faite de misères et d'injustices. Rouleau commence son récit en 1967 et il montre comment la défaite arabe face à Israël se transforma, pour tout un peuple, en ferment révolutionnaire. Car, dispersés aux quatre coins de Proche-Orient, relégués dans des camps de réfugiés ou subsistant la loi du colonisateur, les Palestiniens ne se résignèrent pas. L'OLP réorganisée fut l'expression de cette attitude. Mais Rouleau met également en lumière la contradiction fondamentale du mouvement de Yasser Arafat, à la fois organisation de combat et embryon d'un appareil d'Etat sans Etat, et les crises internes qui en ont découlé.

Quinze années d'histoire défilent en deux cents pages. Un grand document.

C. P.

BD

Pour tout le monde !



La formule 7 à 77 ans est une formule trop limitative pour rendre compte du côté éclectique de la production BD en ces veilles de Noël... On se contentera de dire « Pour tout le monde ! »...

Serre est un illustrateur vachard qui n'aime rien tant que de se foutre des travers de ses voisins ; les *Vacances* (Glénat) qui mélange humour (noir), érotisme et vacherie, ne déçoit pas.

Catherine Beaunez, c'est une Brétécher qui aurait le coup de crayon rageur de Reiser. Son premier album *Mes Partouzes* (Glénat) est à la fois ravageur, décapant et tonique.

Toujours chez Glénat, où l'Histoire est à l'honneur, paraissent coup sur coup deux superbes albums ayant pour toile de fond le XVI^e siècle d'Henri IV (*le Temps des chiens*

d'A. Julliard) et le moyen âge (*les Tours de Bois-Maury*) dans lequel Hermann pousse son héros, un compagnon maçon traqué par des puissants...

Autre réussite d'Hermann, la série des aventures de Jérémiah (Novedi) dont le dixième vient de paraître (*Boomerang*). Retour du personnage de Kurdy Malloy, au moment même où Jérémiah et Léna ont décidé de se ranger... Sur fond de lutte électorale âpre et sordide, ce western post-nucléaire possède une action aussi resserrée et solide qu'un film de Walsh.

Un livre qui ferait un excellent scénario de film, c'est *XIII*, les aventures d'un amnésique inventées par Van Hamme sur un

superbe dessin de W. Vance (Dargaud). Violent et métallique.

Western, avec le douzième album des aventures du Sergent Mac Coy *l'Outlaw* (Dargaud) du dessinateur espagnol Palacios. Il aime tellement les westerns que Mac Coy a les traits de R. Redford, et qu'on peut découvrir, au détour des cases, ceux d'E. G. Robinson (p. 20) ou de T. Mitchell (p. 48)

Western encore, avec *le Vent sauvage* (Ed. du Lombard), treizième album de la longue et bucolique saga du trappeur Buddy Longway, qui, s'il ne ressemble pas à R. Redford, renvoie, par pas mal de ses situations, au rôle qu'il interpréta dans le superbe film de S. Pollack, *Jeremiah Johnson*. Une série naturaliste très agréable à lire.

Edition aux Humanoïdes associés, d'un recueil de petites histoires dessinées par Hugo Pratt et déjà parues dans les années soixante en petits poquets à petits prix (*Sergent Kirk*)... Mais aussi du premier album de J. Abel et F. Charpier *Aux mains des soviets*, dont toutes les qualités (scénario, dessin, couleurs) sont gâchées par la

réduction en format 21 x 27... Un gag à signaler, (Charpier étant un ancien copain de la Ligue des années soixante), l'allure vaguement familière de Yoda, le responsable du « groupe de choc » du Parti bolchévique...

Autres lieux, autre mœurs avec *les Gladiateurs de Mersia* de Franz et Vernal (Lombard), une nouvelle aventure du jeune prince numide, échoué dans une cité africaine dirigée par un ancien légionnaire mégalomane... Exotisme garanti pour cette histoire qui se termine par cette phrase terrible : « Tous les tyrans sont fous, car c'est folie immorale de vouloir gouverner. »

Michel Laszlo

Enfants

...Dupuis a pensé à vous, avec le retour du Docteur Poche (*le Renard Bleu*) de Waslerlain : poésie et merveilleux intimement liés comme ils le sont rarement dans la BD.

A signaler également parmi les parutions récentes, *la Vengeance de Ramses*, et de Geyter (Dupuis), aventures au temps des pharaons : *le Serment de la tour noire* de Corteggiani et Tranchand (Hachette), aventures d'une petite fille de pirates prénommée Marine... *Sa Majesté se rebiffe*, réédition savoureuse d'une histoire de pirates du Vieux Nick due à Remacle. A découvrir également chez Dupuis *la Ribambelle s'envole* de Roba, *l'Ombre du Cid* de Sirius, et deux Tif et Tondu, *Traitement de choc*, le dernier-né de la série, et *Oscar et ses mystères*, réédition d'un album datant de 1956...

Enfin, une BD sportive, un genre rare, les *5 Premières Minutes* de R. Reding (Novedi), une aventure du footballeur Eric Castel, et *Black et le Fantôme* (Hachette) de Faure d'après les livres de W. Farley.

M. L.



Cadeaux

Casterman poursuit de concert la luxueuse réédition en couleurs des Corto Maltese, et celle en noir et blanc des premières aventures de Tintin : *les Cigares du pharaon*, en fac-similé, vous permettront de découvrir des planches disparues des versions ultérieures (78,50 F).

Quant à *Fable de Venise* de Hugo Pratt, il s'agit d'un livre splendide dont l'histoire se double d'un passionnant dossier consacré à Venise, à la franc-maçonnerie, ses rites, codes et insignes, dossier illustré par de très belles photos et illustrations d'époque. Superbe ! (150 F)

Glénat a édité à 1 500 exemplaires (format de 30 x 40, 64 pages noir et blanc avec une sérigraphie originale en couleurs) *le Temps des chiens* d'André Julliard, 2^e tome des *7 vies de l'épervier*, magnifiquement servi par le format et la présentation (295 F).

Enfin, les éditions du Lombard rendent hommage à E. P. Jacobs, l'immortel créateur des aventures de Blake et Mortimer, en lui consacrant un superbe livre d'analyse à l'iconographie riche et quasiment inédite (120 F).

M. L.

sur le petit écran

● Dimanche 20 h 35 (TF 1)

l'Ultime Attaque, de D. Hickok et C. Endfield, avec B. Lancaster et P. O'Toole. Académique reconstitution d'une bataille colonialiste entre 1 500 Anglais et 25 000 zoulous. Les réalisateurs ont inversé les clichés de l'épopée coloniale pour gommer le côté déplaisant de cette équipée militariste : résultat : les Anglais y paraissent tellement cons qu'on ne comprend vraiment pas comment ils ont pu gagner cette sale guerre...

22 h 30 (FR 3) *Jet Pilot* de

J. Sternberg avec J. Wayne et J. Leigh. Le film le plus mutilé de Sternberg... Au départ, un scénario « anti-rouge » imposé par les studios, que Sternberg transforma en poème érotique aérien ! Janet Leigh y est presque aussi belle que Marlène dans les films précédents de Sternberg...

● **Lundi 20 h 35 (TF 1)** *les Nerfs à vif* de J. Lee Thompson avec G. Peck et R. Mitchum. Bon film noir, rapide et incisif. Mitchum, en particulier y est étonnant de violence retenue et de sadisme transparent.

20 h 35 (FR 3) *Tout feu,*

tout flamme de J.-P. Rappeneau avec Y. Montand, I. Adjani et A. Souchon. Agréable comédie « à la française », comme seuls (parfois) de Broca, (toujours) Deville et Rappeneau savent les réaliser.

● **Mardi 20 h 40 (A 2)** *le Parrain n° 2* de F.-F. Coppola. A une première partie étouffante où pas une fois n'était prononcé le mot « mafia », Coppola a ajouté ce second volet, plus personnel, à la fois complémenteaire et différent. La violence y éclate comme raison sociale d'une société secrète, perçue définitivement ici, comme métaphore de la société américaine. Cette seconde partie accentue donc magistralement, l'éclairage politique et social de cette lutte pour le pouvoir, en démontant les mécanismes de ce pouvoir. Superbement réalisé !

20 h 35 (FR 3), « Dernière Scéance » consacrée à Errol Flynn, avec *le Vagabond des mers*, adaptation tonique et picaresque du *Maire de Ballantrae* de R. Stevenson, et *la Caravane héroïque* de M. Curtiz, un western lyrique sur un épisode de la guerre de Sécession.

● **Mercredi 20 h 35 (A 2)** *Jacques le Fataliste* de D. Diderot, avec G. Tréjean, F. Perrier et P. Chesnais, dans une mise en images de Claude Santelli.

22 30 (FR 3) *Un jour aux courses* de Sam Wood avec les Marx Brothers. En VO ou en VF ? J'avoue que je réserve mon jugement dans l'attente... en VF, c'est aussi laid qu'une symphonie de Mahler interprétée par Georges Jouvin et sa trompette d'or... En VO, par contre, c'est un régal, et je vous recommande particulièrement la superbe scène

où, dans un cabinet de dentiste, Groucho, Harpo, Chico... un cheval et une rombière mènent une sarabande effrénée et loufoque !

● **Judi 20 h 35 (A 2)**, *Sous le plus grand chapeau du monde* de C. B. de Mille avec C. Heston, J. Stewart, C. Wilde. Le plus célèbre film jamais réalisé sur le cirque Barnum : une histoire simple (voire simpliste) comme les amants de Mille, mais un sens du spectaculaire indéniable.

20 h 35 (FR 3), *Barrabas* de R. Fleisher avec A. Quinn. Pas trop nul, tout compte fait, vu que le sujet se prêtait à la plus banale sulpicerie. On sent davantage la force de la mise en scène de Fleisher dans les scènes d'action que dans les scènes « bibliques »...

● **Vendredi 23 h (A 2)** *la Prisonnière du désert* de John Ford avec J. Wayne,

J. Hunter, V. Miles et N. Wood. L'un des rares drames individualistes de toute l'œuvre de Ford, une tragédie poignante où J. Wayne, sorte de négatif de Ford, tente, dix ans durant, au milieu du temps et des cadavres qui le croisent, de rester un rebelle au sein d'un monde qui change. la longue quête de sa sœur enlevée par les Comanches, n'est que la fuite en avant d'un homme dépassé par le temps, figé dans ses certitudes et à-prioris raciaux, d'un homme déchiré, qui repartira seul, laissant la place à une nouvelle génération incarnée par son compagnon Jeffrey Junter. *La Prisonnière du désert* est non seulement l'un des deux ou trois plus beaux films de John Ford... C'est aussi une admirable tragédie du cinéma d'aventures.

Michel Laszlo

CONTRE LE HOLD-UP DE THATCHER

Soutien financier aux mineurs britanniques

Thatcher frappe à la caisse. La justice vient de nommer un administrateur judiciaire, membre du Parti conservateur, pour récupérer les fonds du NUM (syndicat des mineurs) et du syndicat du Pays de Galles. C'est plus de 100 millions de francs nécessaires à la vie du syndicat, à l'organisation des piquets et de la grève qui sont ainsi sous le contrôle direct de Thatcher. Le prétexte : le refus du NUM de payer une amende de 200 000 livres sterling (2,3 millions de francs) infligée par un tribunal pour grève illégale, c'est-à-dire décidée sans vote à bulletin secret.

La direction du NUM refuse de plier devant ses ennemis. Scargill, président du syndicat, a déclaré sans ambiguïté : soit nous obéissons aux ordres des conservateurs, soit nous nous battons pour garder un syndicalisme qui défende les droits des travailleurs.

La solidarité en Grande-Bretagne est très grande dans toutes les couches de la population qui font leur combat des mineurs contre l'austérité et la violence du gouvernement conservateur. Le soutien financier de la classe ouvrière in-

ternationale est également décisive. La CGT organise des colis pour Noël, la CFDT a ouvert un compte. Nous soutenons ces initiatives. Il serait très efficace qu'elles soient unitaires. Pour notre part, nous organisons partout dans les entreprises où il n'y a rien de fait, et sur les marchés, des collectes de soutien. Une carte postale a été éditée dans cet objectif. La grève est à une croisée des chemins. Chaque jour, chaque somme compte.

Les soutiens sont à envoyer au compte de la LCR, avec la mention « pour les mineurs ».

Parmi les témoignages de solidarité avec les mineurs anglais, des cheminots rouennais racontent leur voyage enrichissant.

Sept cheminots ont profité du week-end du 10 décembre pour aller remettre aux mineurs anglais, le témoignage de la solidarité des travailleurs de la SNCF de la région Rouen Sotteville. Trois cent cinquante d'entre eux avaient signé un appel au soutien financier dans les gares, les bureaux, les chantiers SNCF, soutenus par la CFDT, et collecté 6 000 F. La CGT a préféré organiser une collecte de son côté. Nous avons interrogé, par téléphone, l'un des « délégués » au retour du voyage de l'autre côté de la Manche.

Discussions animées, contacts « sympas » avec des voyageurs, le trajet en train pour rejoindre la région Manchester-Liverpool était déjà une leçon de choses. « On avait emmené des vivres et du bon vin à remettre aux mineurs, on attirait évidemment l'attention dans les wagons. De nombreux voyageurs nous demandaient "ce qu'on faisait là". Nous nous sommes très vite rendus compte que l'Angleterre était coupée en deux, ceux qui soutiennent les mineurs et les autres. » Clivé, mais pas figé. Un jeune bon chic bon genre, se lève pour prendre la défense de Thatcher, il « hair le so-

cialisme égalitaire ». Des employées de banque, réservées vis-à-vis des mineurs — la grève est « violente » — réagissent. Elles ne supportent pas le thatchérisme.

A Manchester, le soutien est bigarré. Des jeunes, des retraités, des « Punks » versent dans les caisses de collecte des piquets de soutien aux grévistes. D'autres passants par contre se détournent « en gueulant ». « On a expliqué que pour nous, la solidarité était indivisible. Que nous faisons aujourd'hui pour les mineurs anglais ce que nous avons déjà fait pour les travailleurs polonais ». L'argument fait mouche.

« La rencontre avec les mineurs des puits de la région de Bold a été on ne peut plus chaleureuse. Avec des soutiens comme ça, on est sûr de gagner, nous ont-ils dit ». La remise de la collecte et de l'appel de soutien des cheminots rouennais faite, les responsables du NUM ont remis une lettre de remerciements aux cheminots de la région et à leurs organisations syndicales CFDT et CGT. Et deux statuettes de bronze « en souvenir ». Les mineurs ne paraissent pas usés après neuf mois de grève. Ils pensent qu'en fait, « elle com-



Une carte postale de solidarité

mence maintenant ». Les coupures de courant (faute de charbon) menacent. Les effets en profondeur de leur lutte dans l'industrie et de la vie quotidienne vont sérieusement se faire sentir. La grève est très organisée. « Nous avons senti qu'il

existait chez les grévistes une grande confiance dans la direction du syndicat. Mais nous avons vu aussi une très grande pauvreté, disons le mot, des vêtements à la nourriture. » Des familles doivent tenir avec 200 F par semaine. Des gens ap-

portent de l'approvisionnement. Il est redistribué aux grévistes.

Retour à Rouen : c'est l'heure des comptes rendus, et la poursuite de l'effort pour contribuer avec d'autres à construire un courant de solidarité sur l'agglomé-

ration. Ils espèrent pouvoir faire venir les mineurs avec lesquels les contacts se sont noués et que tout se passe « dans l'unité la plus large, évidemment ».

Propos recueillis
par Michel Morel

Nicaragua

Une campagne pour Barricada

Pour Barricada, quotidien du FSLN
Je versefrancs par chèque à
l'ordre de la LCR (mention Barricada)
Envoyer votre chèque à IMPRIMERIE ROTOGRAFIE
2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil